



Comité de bassin

Séance plénière

11 décembre 2014

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| 1. Diffusion | 2 |
| 2. Délibérations | 3 |
| 3. Liste de présence | 47 |

Comité de bassin

Séance plénière

11 décembre 2014

Diffusion

- Madame la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
(Voie administrative : Direction de l'eau et de la biodiversité) (1 ex.)
- Mesdames et Messieurs les membres du comité de bassin Loire-Bretagne (1 ex.)
- Mesdames et Messieurs les participants de droit (1 ex.)

Pour information

- Mesdames et Messieurs les présidents des commissions locales de l'eau (1 ex.)
- Mesdames et Messieurs les présidents des établissements publics territoriaux (1 ex.)
- Madame la présidente du comité de bassin de Martinique (1 ex.)
- Autres agence de l'eau (1 ex.)

Comité de bassin
Séance plénière
11 décembre 2014

Délibérations

L'an deux mille quatorze, le onze décembre à dix heures, le comité de bassin Loire-Bretagne s'est réuni au Centre de conférences d'Orléans (9, place du 6 juin 1944, 45000 Orléans) sous la présidence de Monsieur Joël PELICOT, président.

- 2014.09** Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 2 octobre 2014
- 2014.10** Adoption du règlement intérieur du comité de bassin
- 2014.11** Révision des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole du bassin Loire-Bretagne
- 2014.12** Sage Ouest Cornouaille
- 2014.13** Sage Vézère-Corrèze
- 2014.14** Programmes de surveillance du plan d'action pour le milieu marin des trois sous régions marines bordant les côtes du bassin Loire-Bretagne
- 2014.15** Directive inondation : cartographie du risque d'inondation sur les territoires à risque important
- 2014.16** PAPI complet du bassin versant du Lay aval. Porteur du projet : syndicat mixte du marais poitevin bassin du Lay (SMPBL)
- 2014.17** PAPI complet du bassin de la rivière Vendée. Porteur du projet : syndicat mixte du Vendée Sèvre Autizes (SMVSA)
- 2014.18** Stratégie 2014-2020 pour le bassin de la Loire

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 09

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU 2 OCTOBRE 2014

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu le règlement intérieur modifié du comité de bassin adopté par délibération n° 2014-01 du 10 juillet 2014

DÉCIDE :

Article unique

D'approuver le procès-verbal de la séance plénière du comité de bassin du 2 octobre 2014.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Joël Pelicot', is written over the printed name.

Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 10

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DE BASSIN

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu la délibération n° 2014-01 modifiée du 10 juillet 2014 portant adoption du règlement intérieur,

DÉCIDE :

Article unique

D'adopter le règlement intérieur joint en annexe.

Le président
du comité de bassin Loire-Bretagne

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Joël PELICOT', is written over a faint, illegible stamp or background.

Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN LOIRE-BRETAGNE

9^e Comité de bassin 2014 – 2020



RÈGLEMENT INTÉRIEUR

(Approuvé par délibération n° 2014. 01 du comité de bassin du 10 juillet 2014)

(Modifié par délibération n° 2014. 06 du comité de bassin du 2 octobre 2014)

(Modifié par délibération n° 2014. 10 du comité de bassin du 11 décembre 2014)

SOMMAIRE

| | | |
|-----------------|--|--|
| TITRE 1. | COMPOSITION | |
| | Article 1 | Composition 3 |
| TITRE 2. | DESIGNATION DES MEMBRES | |
| | Article 2 | Règles de désignation 5 |
| | Article 3 | Modalités d'exercice du mandat 5 |
| TITRE 3. | PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCES | |
| | Article 4 | Modalités d'élection 6 |
| | Article 5 | Mandat 7 |
| | Article 6 | Rôle 7 |
| TITRE 4. | BUREAU | |
| | Article 7 | Composition 8 |
| | Article 8 | Rôle 9 |
| TITRE 5. | COMPETENCES | |
| | Article 9 | Compétences 9 |
| TITRE 6. | FONCTIONNEMENT | |
| | Article 10 | Modalités générales de fonctionnement 9 |
| | Article 11 | Séances plénières 10 |
| | Article 12 | Commissions du comité de bassin 13 |
| TITRE 7. | ORGANISMES EXTERIEURS AU COMITE DE BASSIN | |
| | Article 13 | Désignations aux organismes extérieurs 17 |
| TITRE 8. | DIVERS | |
| | Article 14 | Assiduité des membres 18 |
| | Article 15 | Formation des membres 18 |
| | Article 16 | Frais de déplacement 19 |
| | Article 17 | Interprétation du règlement intérieur 19 |
| Annexes | | 20 |
| | Annexe 1 | Compétences du comité de bassin |
| | Annexe 2 | Modalités de vote pour les élections et les autres décisions |
| | Annexe 3 | Commissions territoriales |

TITRE 1 – COMPOSITION

ARTICLE 1 – Composition

Le comité de bassin est constitué¹ :

1°) pour 40 %, d'un premier collège composé de représentants des conseils généraux et régionaux, et majoritairement de représentants des communes ou de leurs groupements compétents dans le domaine de l'eau ;

2°) pour 40 %, d'un deuxième collège composé de représentants des diverses catégories d'usagers de l'eau et des milieux aquatiques, des organisations socioprofessionnelles, des associations agréées de protection de l'environnement et de défense des consommateurs, des instances représentatives de la pêche et des personnes qualifiées.

Ce collège est composé des trois sous collèges suivants :

- le sous collège des usagers non professionnels,
- le sous collège des usagers professionnels « agriculture, pêche, aquaculture, batellerie et tourisme,
- le sous collège des usagers professionnels « entreprises à caractère industriel et artisanat ».

Les personnalités qualifiées et les représentants des conseils économiques et sociaux environnementaux régionaux forment une quatrième composante du collège des usagers non incluse dans ces trois sous collèges.

3°) pour 20 %, d'un troisième collège composé de représentants de l'Etat ou de ses établissements publics concernés.

¹ Article L 213-8 du code de l'environnement et décret modifié du 15 mai 2007
Arrêté du 27 juin 2014

Le nombre des membres du comité de bassin Loire-Bretagne est fixé à 190 comme suit² :

| Collectivités territoriales 40 % | | | | Usagers 40 % | Etat/Ets pub 20 % | Total |
|---|-------------------|--------------------------------|--|--|-----------------------------|------------|
| Conseils Régionaux | Conseils Généraux | | Communes ou groupements de communes | Organisations professionnelles, associations agréées, institutions représentatives, personnes qualifiées | | |
| | total | dont | | | | |
| | | <i>Au titre du département</i> | <i>Au titre de la coopération inter-départementale</i> | | | |
| 8 | 29 | 28 | 1 | 39 | 76 | 38 |
| 76 | | | | 76 | 38 | 190 |

La liste détaillée des membres est fixée par les textes suivants (cf. annexe 3) :

- pour les représentants des régions, des départements et des usagers : par l'arrêté du 15 mai 2007 modifié relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers aux comités de bassin,
- pour les représentants de l'Etat et de ses établissements publics : par le décret n°2011-196 du 21 février 2011.

² Article D 213-17 du code de l'environnement

TITRE 2 – DESIGNATION DES MEMBRES

ARTICLE 2 – Règles de désignation :

Les membres du comité de bassin Loire-Bretagne sont désignés comme suit :

▪ **Collège des collectivités territoriales³ :**

« Les représentants des conseils régionaux et généraux sont élus par et parmi leurs membres.

Les membres de conseils généraux représentés au titre de la coopération interdépartementale sont désignés par le président de l'assemblée des départements de France.

Les représentants des communes ou de leurs groupements compétents dans le domaine de l'eau sont désignés parmi les membres de leur assemblée délibérante par l'association des maires de France ».

▪ **Collège des usagers⁴ :**

Les organismes représentatifs des usagers de l'eau et des milieux aquatiques, des associations agréées et des instances représentatives sont chargés de désigner leurs représentants. Certains organismes sont désignés par le Préfet coordonnateur de bassin.

« Les représentants des milieux socioprofessionnels sont désignés par les comités économiques et sociaux des régions dont les conseils régionaux sont représentés au comité de bassin ».

L'agrément des personnes qualifiées est proposé par le préfet coordonnateur de bassin au Ministre en charge de l'environnement.

▪ **Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics⁵ :**

« Un décret établit la liste des représentants, ès qualité, de l'Etat et de ses établissements publics ».

ARTICLE 3 – Modalités d'exercice du mandat :

« La durée du mandat des membres qui ne représentent pas l'Etat est de six ans⁶ »

« Le représentant qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions » que celles stipulées à l'article précédent⁷.

³ Article D.213-19.I du code de l'environnement

⁴ Article D.213-19.II du code de l'environnement et article 6 de l'arrêté du 15 mai 2007 relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers aux comités de bassin modifié

⁵ Article D 213-17. III. du code de l'environnement

⁶ Article D 213-20 du code de l'environnement

⁷ Article 4 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

TITRE 3 – PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCES

ARTICLE 4 – Modalités d'élection :

4-1 – Election du président du comité de bassin :

- « *Le comité élit tous les trois ans un président* »⁸
- Le président est un représentant des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales, ou une personnalité qualifiée⁹.
- Il est élu par les représentants du collège des collectivités territoriales et de leurs groupements, et par les représentants du collège des usagers (représentants des organisations socioprofessionnelles et personnalités qualifiées compris).

4-2 – Election des 3 vice- présidents du comité de bassin :

- « *Le comité élit tous les trois ans trois vice-présidents* »¹⁰
- Chacun des trois sous collèges (usagers non professionnels ; usagers professionnels agriculture, pêche, aquaculture, batellerie et tourisme ; usagers professionnels entreprises à caractère industriel et artisanat) dispose d'un vice-président issu de ses membres.
- Les vices présidents sont élus par les représentants du collège des collectivités territoriales et de leurs groupements, et par les représentants du collège des usagers (représentants des organisations socioprofessionnelles et personnalités qualifiées compris).

4-3 – Election du 4^e vice- président du comité de bassin :

- « *Lorsque le président du comité de bassin élu est une personne qualifiée, un vice-président supplémentaire est élu parmi les membres du collège des collectivités territoriales et de ses groupements.* »¹¹

4-4 Modalités d'élection :

- Le président et les vice-présidents sont élus par un vote au scrutin secret à deux tours : majorité absolue au premier tour, majorité relative au second tour.
- En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

⁸ Article D.213-19.III du code de l'environnement

⁹ Article D.213-19.III du code de l'environnement

¹⁰ Article D.213-19.III du code de l'environnement

¹¹ Article D213-17-II-1° du code de l'environnement

ARTICLE 5 – Mandats :

▪ **Président :**

En cas de démission, de perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné, ou de décès, il est procédé à l'élection d'un nouveau président.

L'un des vice-présidents assume les fonctions de président jusqu'à l'élection du nouveau président du comité de bassin.

En cas de vacance ou d'indisponibilité, le doyen d'âge des vice-présidents assure la fonction de président.

▪ **Vice-président :**

En cas de démission, de perte de la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés, ou de décès, il est procédé à l'élection d'un nouveau vice-président, selon les mêmes modalités de vote prévues à l'article 4 du présent règlement intérieur.

ARTICLE 6 – Rôle :

Pour les séances plénières du comité de bassin, le président :

- préside de droit la séance ; s'il en est provisoirement empêché, il est remplacé par l'un des vice-présidents
- arrête l'ordre du jour du comité de bassin ; il peut, en séance, ajouter ou supprimer un ou plusieurs points à l'ordre du jour
- s'assure que le quorum est atteint afin que l'assemblée puisse valablement délibérer
- donne connaissance à l'assemblée des communications qui la concernent et lui rappelle l'ordre du jour
- fait adopter le procès verbal de la séance précédente ; les modifications portant sur le projet de procès verbal doivent être communiquées par écrit au président avant l'ouverture de la séance au cours de laquelle il doit être adopté
- désigne des rapporteurs qui sont chargés de l'étude et de la présentation des affaires inscrites à l'ordre du jour ; ils sont choisis à l'intérieur ou à l'extérieur du comité de bassin
- ouvre et lève les séances, dirige les débats, donne la parole dans l'ordre des demandes, accorde les suspensions de séance dont il fixe la durée
- dirige les opérations d'élections des membres du comité de bassin (cf. annexe 2)
- soumet les délibérations, propositions, amendements, vœux, au vote du comité de bassin
- en cas de vote à scrutin secret, désigne au minimum deux assesseurs afin de procéder aux opérations de vote
- proclame le résultat des scrutins.

En dehors des réunions plénières, le président :

- assure la représentation du comité de bassin
- préside le bureau du comité de bassin dont il fixe la date des réunions et arrête l'ordre du jour
- peut saisir les présidents des commissions permanentes sur tout sujet qu'il souhaite voir inscrit à l'ordre du jour
- est chargé de faire respecter le règlement intérieur du comité de bassin.

TITRE 4 – BUREAU

ARTICLE 7 – Composition :

Le comité de bassin crée en son sein un bureau composé de 19 membres :

- le président du comité de bassin,
- les 3 vice-présidents,
- les présidents des 6 commissions permanentes
- le Préfet coordonnateur de bassin ou son représentant,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre,
- le Directeur régional des finances publiques de la région Centre,
- un représentant de la profession agricole,
- un représentant des associations de protection de la nature,
- un représentant des CESER ou des personnes qualifiées,
- un représentant des associations de consommateurs,
- un représentant des producteurs d'électricité,
- un représentant de la profession industrielle.

Le bureau est présidé par le président du comité de bassin. Il peut appeler toute personne à assister aux réunions du bureau en qualité d'expert ou d'invité.

ARTICLE 8 – Rôle :

Le bureau est notamment chargé :

- d'élaborer le règlement intérieur du comité de bassin, et de le proposer à l'adoption lors d'une prochaine séance plénière
- d'orienter le travail des commissions
- de formuler ses prescriptions au secrétaire du comité pour la constitution et la présentation des dossiers, et le déroulement des séances du comité.

TITRE 5 – COMPETENCES

ARTICLE 9 – Compétences :

« Le comité de bassin est consulté sur l'opportunité des actions significatives d'intérêt commun au bassin envisagées », « il définit les orientations de l'action de l'agence de l'eau et participe [...] à l'élaboration des décisions financières de cette agence »¹²

Le tableau en annexe 1 détaille les domaines de compétences sur lesquels le comité de bassin se prononce.

Lorsque le conseil d'administration de l'agence de l'eau saisit le comité de bassin pour avis conforme sur le programme pluriannuel d'intervention et les taux de redevances, le président du conseil d'administration transmet la délibération correspondante au président du comité de bassin. Le délai d'un mois dans lequel le comité se prononce court à compter de la date de la délibération.

TITRE 6 – FONCTIONNEMENT

ARTICLE 10 – Modalités générales de fonctionnement :

Les séances du comité de bassin sont publiques.

▪ **Nombre de réunions :**

« Le comité se réunit au moins une fois par an, il est obligatoirement convoqué dans le mois qui suit la demande du ministre chargé de l'environnement »¹³

Le président du comité de bassin arrête chaque semestre un projet de calendrier de travail au vu des dossiers sur lesquels le comité de bassin devra se prononcer (cf. annexe 1).

▪ **Autres participants aux séances du comité de bassin :**

Membres de droit :

« Le président du conseil d'administration, le directeur général de l'agence de l'eau, le contrôleur financier et le commissaire du gouvernement auprès de l'agence de l'eau assistent de droit aux séances du comité avec voix consultative »¹⁴.

Invités permanents :

Les présidents des commissions locales de l'eau, les présidents d'établissements publics territoriaux de bassin et les présidents des établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux sont invités à assister aux séances plénières du comité de bassin.

Collaborateurs :

Les collaborateurs des membres du comité de bassin peuvent assister aux séances du comité en fonction des places disponibles.

¹² Article L. 213-8 du code de l'environnement

¹³ Article D 213- 25 du code de l'environnement

¹⁴ Article D 213-25 du code de l'environnement

Autres invités :

Toute personne peut être appelée par le président, en qualité d'expert ou d'invité, à assister aux séances du comité.

Accueil du public :

Le public est accueilli sur les lieux de réunion du comité dans un espace qui leur est réservé et dans la limite des places disponibles. Aucune inscription préalable n'est demandée. Le public a accès uniquement à la réunion.

Les dates des séances plénières du comité sont disponibles sur le site internet de l'agence de l'eau et dans ses publications externes à destination des acteurs de l'eau.

Le public ne prend pas part aux débats.

▪ **Rôle du secrétariat du comité de bassin :**

« *L'agence de l'eau correspondant à la circonscription du comité de bassin assure son secrétariat* »¹⁵

Elle assure également celui de ses diverses commissions permanentes et groupes de travail.

Le directeur général de l'agence en tant que secrétaire :

- assure la préparation des réunions du comité de bassin
- adresse les convocations et la documentation relative aux réunions
- rapporte les affaires qui lui sont confiées par le président
- rédige le projet de procès-verbal
- prend note des votes pour les avis, avis conformes, vœux et en assure la diffusion aux membres du comité de bassin, au ministère chargé du développement durable et au Préfet coordonnateur de bassin.

ARTICLE 11 – Séances plénières :

▪ **Convocations :**

Le comité de bassin « *se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens y compris par télécopie ou par courrier électronique. Il en est de même des pièces ou documents nécessaires à la préparation de la réunion ou établis à l'issue de celle-ci* »¹⁶

Le président du comité de bassin consulte le Préfet coordonnateur de bassin sur le projet d'ordre du jour des séances plénières.

Le directeur général de l'agence adresse les convocations accompagnées de l'ordre du jour et de tous documents s'y rapportant au moins quinze jours avant la date de la réunion. Ces documents sont mis en ligne sur un site dédié aux membres des instances de bassin.

¹⁵ Article D 213-27 du code de l'environnement

¹⁶ Article 5 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

▪ **Pouvoir donné à un autre membre :**

« Un membre peut donner mandat à un autre membre. Aucun membre ne peut détenir plus de 2 mandats »¹⁷

Tout membre du comité de bassin empêché d'assister à une séance peut donner un pouvoir à un membre de son choix y compris le président du comité de bassin.

Le pouvoir doit indiquer l'identité du mandataire et être signé par le mandant (signature manuscrite). Afin de faciliter la gestion des réunions, il doit être remis au plus tard la veille de la séance, à 18 heures, au secrétariat des instances.

Pendant les séances, tout membre peut donner pouvoir à un membre présent lorsqu'il quitte définitivement la séance. Dans ce cas, il doit le déposer sur place au secrétariat du comité de bassin, à défaut le pouvoir n'est pas valable.

▪ **Représentation des membres de l'État et des établissements publics :**

« Les membres [...] qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent »¹⁸

Les représentants ès qualité de l'État et des établissements publics peuvent se faire représenter par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent. Dans ce dernier cas, le représentant jouit alors des mêmes droits, y compris ceux de recevoir pouvoir d'un autre membre (dans la limite de 2).

▪ **Quorum :**

« Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant le comité sont présents... ou ont donné mandat. Lorsque le quorum n'est pas atteint le comité délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé »¹⁹.

Les membres de droit ne sont pas comptabilisés dans le quorum.

Le quorum est atteint lorsque **95** membres du comité sont présents ou ont donné pouvoir.

Le président vérifie le quorum en début de séance. Il est requis pour tous les points inscrits à l'ordre du jour nécessitant une délibération du comité.

▪ **Déroulement des séances :**

Le président du comité de bassin préside les séances plénières conformément à l'article 6 du présent règlement intérieur.

▪ **Rapporteurs :**

« Des rapporteurs désignés par le président sont chargés de l'étude et de la présentation des affaires inscrites à l'ordre du jour. Ils sont choisis à l'intérieur ou à l'extérieur du comité »²⁰.

▪ **Modalités de vote**

¹⁷ Article R.213-24.1 du code de l'environnement

¹⁸ Article 3 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

¹⁹ Article 11 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

²⁰ Article D 213-25 du code de l'environnement

Modalités générales :

Les membres de droit peuvent s'exprimer sur tout sujet évoqué en séance mais ils ne prennent pas part aux votes. Seuls les membres du comité présents votent. Les membres ayant reçu pouvoir d'un autre membre votent en lieu et place du membre absent y compris en cas de vote par collège. Il en est de même pour les membres de l'État et des établissements publics lorsqu'ils sont représentés.

En cas de vote à bulletin secret, les bulletins blancs ou nuls (ratures, ajouts ou suppression d'un nom ou d'une mention) ne sont pas considérés comme des suffrages exprimés pour le calcul de la majorité. Ils sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc.

Vote à main levée :

Le comité de bassin « se prononce à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Lorsqu'il a le droit de vote, le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix »²¹.

Les décisions du comité sont prises par un vote à main levée, toutefois en cas de demande du quart des membres du comité présents ou ayant donné mandat, le vote a lieu à scrutin secret.

Le résultat des votes à main levée est constaté par le président assisté du secrétaire du comité.

Vote à scrutin secret :

Les élections des membres (présidence, vice présidence, conseil d'administration...) sont à scrutin secret sauf si l'ensemble des membres (du / des collège(s) appelé(s) à voter) est favorable à un vote à main levée.

Le résultat des votes à scrutin secret est constaté par le président assisté des assesseurs au nombre de 2 minimum, désignés par le président, parmi les membres du comité.

Le tableau en annexe 2 décrit les modalités de vote pour les élections des membres, les avis, avis conformes, vœux émis par le comité de bassin.

Les bulletins blancs sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal de séance. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc.²²

Vote électronique :

Le président a la possibilité d'organiser les votes sous forme électronique.

Le dispositif de vote utilisé garantit l'anonymat du vote de chaque membre du comité de bassin.

Les membres du comité de bassin se verront remettre en début de séance un boîtier leur permettant de voter en leur nom, puis un boîtier par pouvoir détenu.

Le président du comité de bassin ouvre et clôt chaque temps de scrutin.

Le vote se fait en appuyant sur le bouton correspondant au vote puis sur le bouton de validation (touche « OK ».)

Le résultat du vote s'affichera quelques instants après la clôture du scrutin par le président du comité de bassin.

Lorsqu'un membre quitte définitivement la séance et qu'il donne pouvoir à un autre membre du comité de bassin :

- il se présente au secrétariat de séance afin que son heure de départ soit enregistrée pour le suivi du quorum.

²¹ Article 12 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

²² Article L65 du code électoral

- il indique le nom du membre à qui il a donné son pouvoir et son boîtier de vote.
- il remet au secrétariat les boîtiers restants en cas de détention de pouvoir (s).

Lorsqu'un membre quitte définitivement la séance sans donner pouvoir à un autre membre du Comité de bassin :

- il se présente au secrétariat de séance afin que son heure de départ soit enregistrée pour le suivi du quorum
- il remet le(s) boîtier(s) remis en début de séance.

▪ **Déontologie :**

« Les membres d'une commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en est l'objet. La violation de cette règle entraîne la nullité de la décision prise à la suite de cette délibération lorsqu'il n'est pas établi que la participation du ou des membres intéressés est restée sans influence sur la délibération »²³.

L'application de cette disposition aux membres du comité de bassin est prévue par l'article R. 213-24 du code de l'environnement, selon lequel « le décret du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif est applicable aux comités de bassin »

Les membres du comité de bassin ne doivent donc ni participer ni voter dans le cadre des délibérations au sujet desquelles ils ont un intérêt personnel.

▪ **Délibérations :**

Les délibérations prises par le comité de bassin lors de ses séances plénières sont communiquées à tous les membres du comité de bassin y compris les membres de droit ainsi qu'aux ministères concernés.

▪ **Procès verbaux :**

Le procès verbal de la séance du comité de bassin est communiqué à chaque membre y compris aux membres de droit. Ceux-ci peuvent demander par écrit au président du comité de bassin, des modifications avant son adoption. Le projet de procès verbal et les modifications proposées sont ensuite soumis à l'approbation du comité de bassin.

ARTICLE 12 – Commissions du comité de bassin :

▪ **Commissions permanentes :**

« Le comité de bassin peut constituer des commissions permanentes. Dans les limites qu'il fixe, il peut leur déléguer sa compétence pour émettre les avis prévus à l'article L. 213-8, à l'exception de ceux relatifs au programme pluriannuel d'intervention et aux taux des redevances »²⁴.

▪ **Présidence des commissions :**

Les commissions sont présidées par des membres élus par le comité de bassin.

²³ Article 13 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.

²⁴ Article D213-22.II du code de l'environnement

Chaque commission élit un vice-président. Celui-ci préside la commission en cas d'absence ou d'empêchement du président.²⁵

▪ **Fonctionnement des commissions :**

Les commissions sont composées de membres qui s'y inscrivent.

Le mandat des membres des commissions est de six ans. Toutefois, le mandat de ceux qui en font partie à raison des fonctions qu'ils exercent, expire de droit lorsqu'ils cessent d'exercer lesdites fonctions.

En l'absence de composition type, le président du comité de bassin s'assure que le nombre d'inscrits permette aux commissions de fonctionner correctement, et veille notamment à ce qu'il y ait une représentation équilibrée entre les différents collèges.

Chaque commission est convoquée par son président conformément au projet de calendrier de travail arrêté par le président du comité de bassin.

Les commissions émettent des avis sur les dossiers soumis au comité de bassin relevant de leur domaine de compétence. Aucune règle de quorum n'est requise pour exprimer un avis.

Les membres des commissions ne peuvent donner mandat à un autre membre.

Seuls les membres du collège de l'Etat et de ses établissements publics peuvent se faire représenter par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Les réunions des commissions ne sont pas publiques. Les membres des collèges des collectivités territoriales et des usagers absents ne peuvent pas se faire représenter.

Les membres des collèges collectivités territoriales, usagers et Etat ou établissements publics (hors le secrétariat technique de bassin) ne peuvent pas se faire accompagner de collaborateurs.

Toute personne peut être appelée par le président de la commission, en qualité d'expert ou d'invité à assister aux réunions des commissions.

Le secrétaire du comité de bassin assiste aux séances des commissions avec voix consultative. Il prépare les travaux des commissions, en rédige les conclusions et organise, avec les rapporteurs des commissions, la présentation au comité de bassin.

Le comité est tenu régulièrement informé des travaux des commissions.

Commission Finances et Programmation :

Elle est chargée de l'examen des taux des redevances, des programmes pluriannuels d'intervention de l'agence de l'eau ainsi que de leurs adaptations et révisions, soumis à l'avis conforme du comité de bassin. Les dispositifs d'application ou de mise en œuvre des modalités du programme relèvent quant à elles de la seule compétence du conseil d'administration de l'agence de l'eau.

Commission Planification :

Elle suit les travaux relatifs à la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et notamment à l'adoption par le comité de bassin du schéma directeur et d'aménagement des eaux (Sdage) ainsi que du programme pluriannuel de mesures.

La commission prépare également les avis du comité de bassin sur :

- les périmètres et les projets de schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) adoptés par les commissions locales de l'eau (CLE),
- les périmètres d'intervention des établissements publics territoriaux de bassin,

²⁵ Article 3 du décret n°2006-672 du 8 juin 2006

De manière générale, la commission Planification prépare les avis du comité de bassin sur tous sujets sur lesquels il est consulté par le Préfet coordonnateur de bassin (cf. annexe 1 compétences du comité de bassin) et qui ne relèvent pas des attributions explicites de l'une ou l'autre des commissions décrites au présent article.

Commission Inondations, Plan Loire :

Elle prépare les travaux et avis du comité de bassin relatifs à l'élaboration et la mise à jour des évaluations préliminaires des risques d'inondation, des cartes des surfaces inondables, des cartes des risques d'inondation, des plans de gestion du risque d'inondation, ainsi qu'à la labellisation des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI).

Elle suit les questions relatives au programme interrégional Loire grandeur nature notamment son élaboration, son exécution, ses résultats et en particulier les travaux de la plateforme eau espace espèces et la plateforme estuaire. Elle prépare les avis à prendre par le comité de bassin.

Sont associés aux travaux de la commission 12 membres extérieurs au comité de bassin :

- le Préfet de la zone défense ouest et un directeur régional des affaires culturelles,
- 5 représentants d'établissements publics territoriaux de bassin, 3 représentants de groupements de collectivités ayant en charge l'aménagement du territoire, et 2 représentants d'associations de sinistrés en victimes d'inondations. Ces 10 membres sont proposés par le Préfet coordonnateur de bassin.

Commission Communication :

Elle est chargée de fixer les orientations générales et de proposer les grands axes de la politique de communication du comité de bassin qui vise notamment à :

- mobiliser les acteurs pour permettre une concertation efficace sur les orientations de la politique de l'eau dans le bassin et favoriser ainsi l'émergence de solutions partagées
- participer au développement de l'éducation à l'environnement, en améliorant l'accès à l'information sur l'eau
- associer le public à la décision, notamment dans le cadre des consultations organisées lors de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article 14 de la directive cadre sur l'eau.

Commission Coopération Internationale :

Elle est chargée de fixer les orientations générales et de proposer les grands axes de la politique de coopération décentralisée institutionnelle et les aides à caractère humanitaire en application de la loi Oudin-Santini. Elle peut proposer au comité de bassin des axes d'intervention géographique prioritaire dans le cadre défini par les ministères concernés. Elle examine les demandes d'aides financières dans le cadre du programme d'intervention de l'agence de l'eau en vue de la décision de son conseil d'administration.

Commission Littoral :

Elle suit plus particulièrement les questions relatives au littoral, qu'il s'agisse des eaux marines (en relation notamment avec les usages baignades, conchylicoles...), ou des eaux saumâtres ou douces en lien direct avec le littoral (estuaires, marais littoraux...), dans la perspective de l'élaboration et du

suivi du Sdage et des Sage, ainsi que du programme d'intervention de l'agence de l'eau et des différents opérateurs publics.

Sont associés aux travaux de la commission 6 membres extérieurs au comité de bassin :

- 1 représentant des ports de plaisance
- 1 représentant de la conchyliculture
- 1 représentant d'un comité régional du tourisme
- 1 représentant de l'association nationale des élus du littoral
- 1 représentant d'un parc marin
- 1 représentant d'un comité des pêches

▪ **Commissions territoriales et forums de l'eau**

« Les membres des trois collèges ...représentant un sous-bassin peuvent se constituer en commission territoriale. Elle a pour mission de proposer au comité de bassin les priorités d'actions nécessaires à ce sous-bassin et de veiller à l'application de ces propositions » (article L. 213-8 du code de l'environnement).

« Le comité de bassin détermine le périmètre et la composition de ses commissions territoriales » (article D 213-22 du code de l'environnement).

Il est créé 6 commissions territoriales dont le périmètre figure en annexe 3.

Les représentants des 3 collèges sont répartis dans les commissions en fonction de leur origine géographique. Les membres du comité de bassin peuvent s'inscrire à plusieurs d'entre elles notamment lorsqu'ils exercent des missions transversales ou qu'ils ne sont pas représentés sur l'ensemble du bassin.

Les commissions territoriales jouent un rôle important dans la mise en oeuvre du Sdage et du programme de mesures ainsi que dans les phases de révision.

Elles sont notamment chargées :

- d'examiner les avis émis sur le volet local du Sdage et du programme de mesures,
- d'assurer localement le suivi et l'évaluation des actions du programme de mesures au niveau territorial,
- d'assurer le rapportage auprès du comité de bassin et formuler toutes propositions concernant le sous-bassin.

Elles sont informées de l'exécution du programme d'intervention de l'agence de l'eau et des actions significatives conduites sur le territoire.

Elles examinent et formulent un avis sur toutes questions se rapportant au sous bassin, à la demande du président du comité de bassin.

Par ailleurs, les commissions territoriales se réunissent sous la forme de forums de l'eau lorsqu'elles visent à conforter les relations entre le comité de bassin et les différents acteurs locaux.

Les forums de l'eau sont des lieux de concertation, d'échanges et d'informations des acteurs de l'eau du territoire.

Le secrétariat des commissions territoriales et des forums de l'eau est assuré par l'agence de l'eau qui mandate sa délégation régionale correspondant au sous bassin concerné.

▪ **Commission relative au milieu naturel aquatique :**

« Le comité de bassin institue une commission relative au milieu naturel aquatique composée :

1° Pour les trois quarts au moins, de membres du comité de bassin ;

2° Majoritairement, de représentants d'associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L. 141-1, de fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, d'associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce et en eau marine, de l'aquaculture et de la conchyliculture.

La commission relative au milieu naturel aquatique est consultée par le président du comité de bassin sur les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux en matière de protection des milieux aquatiques. Elle peut également être consultée par le président du comité de bassin sur toute question concernant les milieux aquatiques dans le bassin.

L'avis de la commission est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de deux mois à compter de sa saisine »²⁶.

Les 10 représentants extérieurs au comité de bassin sont :

- six représentants d'associations : 2 représentants d'associations de protection de l'environnement, 2 représentants de conservatoires régionaux des espaces naturels et 2 représentants de fédérations des associations de pêche et de protection du milieu aquatique
- quatre autres membres : 2 présidents de commissions locales de l'eau, 1 représentant des établissements territoriaux de bassin et 1 scientifique.

TITRE 7 – ORGANISMES EXTERIEURS AU COMITE DE BASSIN

ARTICLE 13 – Désignations aux organismes extérieurs :

Le comité de bassin est chargé de désigner des membres parmi son assemblée au Comité national de l'eau, et au comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères du bassin Loire Bretagne.

■ Comité National de l'Eau :

« Le Comité national de l'eau a pour mission :

1° De donner son avis sur les circonscriptions géographiques des bassins et groupements de bassins et sur tout problème commun à deux ou plusieurs bassins ou groupements de bassins ;

2° De donner son avis sur tous les projets d'aménagement et de répartition des eaux ayant un caractère national ainsi que sur les grands aménagements régionaux ;

3° De donner son avis sur les projets de décret concernant la protection des peuplements piscicoles ;

4° De donner, sur proposition d'un comité consultatif constitué en son sein, son avis sur le prix de l'eau facturé aux usagers et la qualité des services publics de distribution d'eau et d'assainissement. »²⁷

Il est composé :

- du collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics
- de deux députés et deux sénateurs

²⁶ Article D 213-28 du code de l'environnement

²⁷ Article L 213-1 du code de l'environnement

- de deux membres du Conseil économique et social
- des présidents des comités de bassin
- du collège des représentants des collectivités territoriales
- du collège des représentants des usagers
- de deux présidents de commission locale de l'eau
- de personnalités qualifiées, dont le nombre ne peut être supérieur à huit."

« Le collège des représentants des collectivités territoriales comprend :

- Des représentants élus par chaque comité de bassin parmi les membres de son collège des représentants des collectivités territoriales, à raison de six représentants pour chacun des bassins Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne comprenant au moins un représentant des communes. »²⁸

▪ **Comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères du Bassin Loire-Bretagne :**

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2004 prévoit la constitution du comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étiages sévères.

Cet arrêté prévoit que le comité, présidé par le Préfet coordonnateur de bassin, comprend :

« Quatre représentants des collectivités locales désignés par les membres représentant ces collectivités au comité de bassin Loire-Bretagne et choisis en son sein, et quatre représentants des différentes catégories d'usagers désignés par les membres représentant ces catégories d'usagers au comité de bassin et choisis en son sein ».

TITRE 8 – DIVERS

ARTICLE 14 – Assiduité des membres :

« En cas d'absence de l'un des membres lors de trois séances consécutives du comité de bassin, indépendamment des pouvoirs donnés à d'autres membres [ce qui signifie qu'un membre qui a donné un pouvoir est noté comme absent au titre de cette règle], le secrétariat du comité de bassin saisit l'instance ayant procédé à la désignation de ce membre et lui demande, dans un délai de trois mois, soit de confirmer sa désignation, soit de procéder à la désignation d'un nouveau représentant : le membre du comité de bassin dont l'absentéisme est ainsi porté à la connaissance de l'instance qui l'a désigné est simultanément informé de la procédure engagée »

A défaut de réponse de l'instance ayant procédé à sa désignation dans le délai imparti, le membre du comité de bassin est déchu de son mandat. Il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à courir »²⁹.

Le secrétariat des instances de bassin tient à jour un tableau de suivi de présence des membres du comité de bassin.

ARTICLE 15 – Formation des membres :

« Le comité de bassin peut organiser des formations adaptées ouvertes à chacun de ses membres.

Ce programme de formation et les moyens correspondants sont inclus dans les programmes pluriannuels d'intervention prévus à l'article L.213-9-1 du code de l'environnement, approuvés par

²⁸ Article D 213-4 du code de l'environnement

²⁹ Article D 213-20 du code de l'environnement

délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau après avis conforme du comité de bassin »³⁰.

ARTICLE 16 – Frais de déplacements :

« Les fonctions de président ou de membre du comité de bassin ne donnent pas lieu à rémunération. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour des membres ainsi que des personnes appelées à siéger avec voix consultative est effectué selon les modalités prévues par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État »³¹.

« Les dépenses de fonctionnement du comité sont à la charge de l'agence de l'eau »³².

ARTICLE 17 – Interprétation du règlement intérieur :

Toute difficulté d'interprétation du présent règlement intérieur est résolue au sein du comité et fait l'objet d'un vote.

³⁰ Article D 213-25 du code de l'environnement

³¹ Article D 213-26 du code de l'environnement

³² Article D 213-27 du code de l'environnement

ANNEXES

Annexe 1

Compétences du comité de bassin

Annexe 2

Modalités de vote pour les élections et les autres décisions

Annexe 3

Commissions territoriales

COMPÉTENCES DU COMITÉ DE BASSIN

| Thèmes | Références du code de l'environnement | Domaine de compétences | Qui saisit ? | Délai | Saisine du comité de bassin : avis conforme, avis, agrément | Remarques complémentaires |
|--|---------------------------------------|--|--------------------------------|--|--|--|
| Comités de bassin et Agences de l'eau | Art L 213-9-1 | Programme pluriannuel d'intervention | Conseil d'administration | 1 mois à compter de sa saisine | Avis conforme | Si avis défavorable ou absence d'avis : saisine par le CA dans les 2 mois qui suivent Nouveau délai d'1 mois pour se prononcer, à défaut avis réputé conforme favorable Si avis défavorable les conditions générales d'aides de l'année précédente et le taux de redevances continuent de s'appliquer jusqu'à l'obtention d'un avis conforme |
| | Art D 213-23 | Taux de redevances | Conseil d'administration | 1 mois à compter de sa saisine | Avis conforme | Publication des délibérations sur les taux de redevances au JO |
| | Art L 213-9-2 III | Coopération internationale | | | Avis sur les conventions passées par l'agence pour des actions de coopération internationale | Possibilité de délégation à une commission permanente |
| Zonages réglementaires | R 211-77 | Zones vulnérables en application avec la directive nitrates | Préfet coordonnateur de bassin | 2 mois à compter de la transmission à défaut avis réputé favorable | Avis sur la délimitation des zones vulnérables | |
| | R 211-94 | Zones sensibles en application de la directive ERU | | | Avis sur la délimitation t des zones sensibles | |
| Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux | Art L 212-1 II | ☆ Limite de bassin analyse des caractéristiques du bassin et des incidences des activités sur l'état des eaux ainsi qu'à une analyse économique des utilisations de l'eau Etablissement et mise à jour d'un ou plusieurs registres | comité de bassin | | | |

| | | | | | | |
|--|--------------------------------|--|--------------------------------------|---|--|---|
| <p align="center">Schéma d'aménagement et de gestion des eaux</p> | Art L 212-2 Art R 212-7 | SDAGE *Elaboration et mise à jour du Sdage et suivi de son application | comité de bassin | Mise à jour du Sdage au plus tard le 22 décembre 2009 Mise à jour tous les 6 ans | Consultation du public au moins 1 an avant la date d'entrée en vigueur du SDAGE puis des collectivités et des chambres consulaires, des CESR, du comité national de l'eau et du conseil supérieur de l'énergie Avis dans un délai de 4 mois à compter de la transmission du projet à défaut avis réputé donné | |
| | Art L. 212-2-1 Art R 212-19 | Programme pluriannuel de mesures contribuant à la réalisation des objectifs et des dispositions du SDAGE | Préfet coordonnateur de bassin | 4 mois à défaut avis réputé favorable | Avis sur le programme de mesures et ses mises à jour périodiques | |
| | Art L. 212-2-2 Art R 212-22 | Programme de surveillance de l'état des eaux | Préfet coordonnateur de bassin | 4 mois à défaut avis réputé favorable | Avis sur le programme de surveillance et ses mises à jour | |
| | Art R 212-23 | Synthèse de la mise en oeuvre du programme et mesures supplémentaires | Préfet coordonnateur de bassin | | Avis sur les mesures supplémentaires | |
| | Art L 212-3 Art R 212-27 | Périmètre et délai d'élaboration ou de révision | Préfet de département | 4 mois à défaut avis réputé favorable | Détermination par le Sdage ou à défaut consultation du comité de bassin | |
| | Art L 212-6 Art R 212-38 | Projet de SAGE. | Commission locale de l'eau | Avis express obligatoire | Avis sur le projet en vérifiant compatibilité avec les autres SAGE concernés | |
| | Art R 212-34 | Rapport annuel de la commission locale de l'eau | Commission locale de l'eau | | Prend acte | |
| | | | | | | Synthèse présentée par le Préfet 3 ans après la publication du programme de mesures |
| | | | | | | SAGE mise à jour dans un délai de 3 ans suivant la mise à jour du Sdage |
| | | | | | | Établissement par le comité de bassin d'un rapport annuel sur l'état d'avancement de l'élaboration ou de la révision des SAGE du bassin |
| | | | | | | Rapport d'activité annuel de la commission locale de l'eau sur ses travaux et orientations, et sur les résultats et perspectives de la gestion des eaux. |

| | | | | | | |
|---|--|--|---|---|---|--|
| Ouvrages | Art L. 214-17 Art R 214-107 | Liste des cours d'eau par bassin ou sous bassin prévue par les 1° et 2° du I de l'article L 214-17 | Préfet coordonnateur de bassin | | Avis sur le projet de liste ou modification | |
| Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie | Art L. 222-1 Art R 222-4 | Projet de SRCAE | Préfet de région et président du conseil régional | 2 mois | Avis | Avis dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande d'avis |
| Évaluation préliminaire du risque inondations Plan de gestion du risque inondations Territoires à risque inondations | Art L. 566-11 Décret n°2011-227 du 2 mars 2011 | Projet d'EPRI Projet de PGRI Plan TRI | Préfet coordonnateur de bassin | 4 mois | Avis | Avis dans un délai de 4 mois à compter de la réception de la demande d'avis |
| Programme d'actions de prévention des inondations Plan de submersions rapides | Circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets de PAPI 2011 et opérations de restaurations des endiguements PSR | Projet de PAPI Projet de PSR | Porteur de projet Préfet coordonnateur de bassin | | Labellisation Avis | Labellisation pour les projets de moins de 3 millions d'euros Avis du comité de bassin pour les projets supérieurs à 3 millions d'euros |
| Établissements publics territoriaux de bassin | Art L. 213-12 Art R 213-49 | Projet de délimitation des périmètres des EPTB | Préfet coordonnateur de bassin | Avis réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet de délimitation | Avis | |

MODALITÉS DE VOTE

| Élections | Modalités de vote | Qui est éligible | Qui vote | Observations | Référence du texte |
|--|--|--|--|--|---|
| <p style="text-align: center;">Président</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) ● Vote au scrutin secret à deux tours - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu | <p>Membres du collège des collectivités territoriales et personnalités qualifiées</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers dans son ensemble ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers (maximum 2 par pouvoir) | <ul style="list-style-type: none"> ● Pour 3 ans | <p style="text-align: center;">Art D 213-19-III code de l'environnement</p> |
| <p style="text-align: center;">3 vice-présidents du comité de bassin (issus du collège des usagers)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) ☆ Vote au scrutin secret à deux tours - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu | <p>Membres du collège des usagers (sauf les personnalités qualifiées et les milieux socioprofessionnels)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers dans son ensemble ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers (maximum 2 par pouvoir) | <ul style="list-style-type: none"> ● Chacun des 3 sous collèges des usagers dispose d'un vice-président issu de ses membres ● Pour 3 ans | <p style="text-align: center;">Art D 213-19-III code de l'environnement</p> |

| | | | | | |
|--|---|--|---|---|---|
| <p>Le 4^e vice-président (issu du collège des collectivités territoriales)</p> | <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Vote au scrutin secret à deux tours - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu | <p>Membres du collège des collectivités territoriales.</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers dans son ensemble ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers (maximum 2 par pouvoir) | <ul style="list-style-type: none"> ● Cette élection du 4^{ème} vice-président n'a lieu que si le président du comité de bassin est une personne qualifiée. ● Pour 3 ans | <p>Art D 213-19-III code de l'environnement</p> |
| <p>Président des commissions du comité de bassin</p> | <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>Vote au scrutin secret à deux tours</p> <ul style="list-style-type: none"> - premier tour : majorité absolue des votants présents ou ayant donné pouvoir - deuxième tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir - en cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu | <p>Tous les membres du comité de bassin</p> | <p>Tous les membres du comité de bassin</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Pour 3 ans | |
| <p>Membres du conseil d'administration (11 représentants des collectivités territoriales, 11 représentants des usagers)</p> | <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>Vote au scrutin secret</p> | <ul style="list-style-type: none"> ● Membres du collège des collectivités territoriales ● Membres du collège des usagers | <ul style="list-style-type: none"> ● Elections par collège ● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers | <ul style="list-style-type: none"> ● Pour 6 ans ● Collège des usagers : 6 élections (agriculture, industrie, pêche, APN, consommateur, autres) | <p>Art R 213-33 code de l'environnement</p> |

| | | | | |
|--|---|--|--|--|
| | <p>● Collège des collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Scrutin de liste à un tour sans adjonction ni suppression de nom et sans modification dans l'ordre de présentation - Chaque liste est constituée d'autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir (11) - Les sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne - Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5% des suffrages exprimés, ne sont pas admises à la répartition des sièges - Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages - En cas d'égalité du suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus | | | |
|--|---|--|--|--|

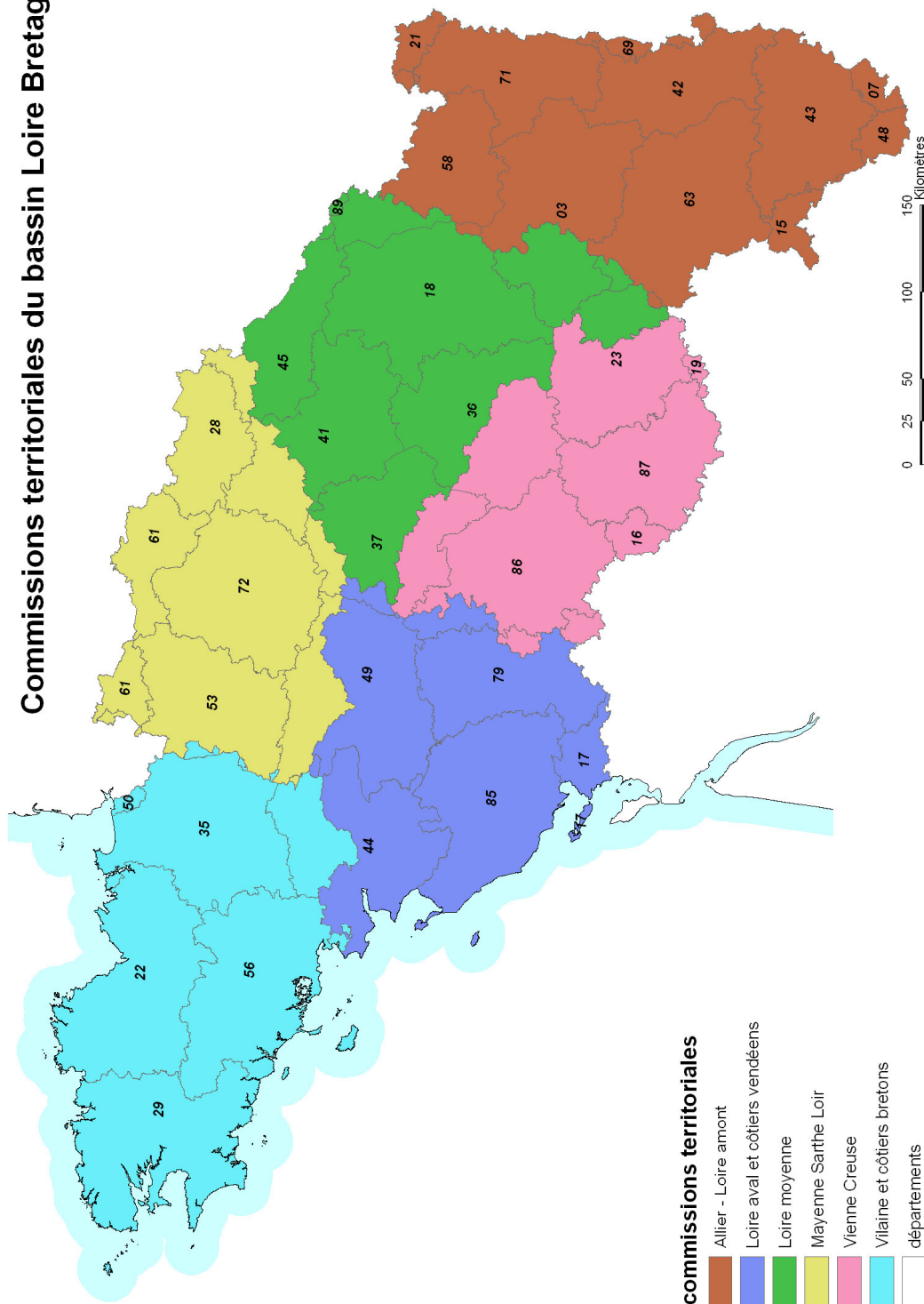
| | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|
| <p>Membres du Comité National de l'Eau (6 membres des collectivités territoriales, dont au moins 1 commune)</p> | <p>● Collège des usagers: - Il y a un vote séparé pour les 5 premières catégories à élire (vote au scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir) - Il y a un seul vote pour les 6 autres membres à élire : inscription au maximum de 6 noms sur le bulletin de vote, scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>● Vote au scrutin secret à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Il y a un vote séparé pour le représentant des communes</p> <p>● Il y a un seul vote pour les 5 autres membres à élire : inscription au maximum de 5 noms sur le bulletin de vote, scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales</p> | <p>● Pour 6 ans</p> <p>● Au moins 1 représentant des communes Le président du comité de bassin ne peut figurer parmi les 6 représentants désignés, car il est membre de droit du comité national de l'eau</p> | <p>● Art D 213-4 du code de l'environnement</p> <p>● Art D 213-1 du code de l'environnement</p> |
| <p>Membres du comité de gestion des réservoirs de Naussac et Villerest et des étages sévères du bassin Loire-Bretagne (4 représentants du collège des collectivités</p> | <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>● Vote au scrutin secret à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Membres du collège des usagers</p> | <p>● Elections par collège</p> <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Membres du collège des usagers</p> <p>● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales ou des usagers</p> | <p>● Pour 6 ans</p> <p>● Le directeur général de l'agence de l'eau est membre de droit du comité de gestion</p> | <p>● Arrêté préfectoral du 07/07/2004</p> |

| | | | | | |
|---|--|---|---|---|--|
| <p>territoriales, 4 représentants du collège des usagers)</p> | <p>● Collège des collectivités territoriales : Il y a un seul vote pour les 4 membres à élire : inscription au maximum de 4 noms sur le bulletin de vote, scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Collège des usagers Il y a un seul vote pour les 4 membres à élire : inscription au maximum de 4 noms sur le bulletin de vote, scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir)</p> <p>● Vote au scrutin secret à un tour : majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> <p>● Collège des collectivités territoriales : Il y a un seul vote pour les 8 membres à élire : inscription au maximum de 8 noms sur le bulletin de vote, scrutin à un tour, majorité relative des votants présents ou ayant donné pouvoir</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales</p> | <p>● Pour 6 ans</p> <p>● Le directeur général de l'agence de l'eau et le Dreal de bassin sont membres de droit du comité de gestion</p> | <p>● Article 59 de la loi du 27 janvier 2014</p> |
| <p>Membres de la mission d'appui technique (8 représentants du collège des collectivités territoriales, ainsi répartis : 1 représentant des conseils régionaux, 1 représentant des conseils généraux, 4 représentants des communes et des EPCI à fiscalité propre (1 doit être concerné par une frange littorale,, 1 par une zone montagneuse) 1 président de syndicat de communes ou de syndicat mixte 1 président de CLE</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> | <p>● Membres du collège des collectivités territoriales</p> <p>● Tout membre ayant reçu pouvoir d'un (de) représentant(s) des collectivités territoriales</p> | <p>● Pour 6 ans</p> <p>● Le directeur général de l'agence de l'eau et le Dreal de bassin sont membres de droit du comité de gestion</p> | <p>● Article 59 de la loi du 27 janvier 2014</p> |

MODALITÉS DE VOTE POUR LES AUTRES DÉCISIONS

| Délibérations / Vœux | Modalités de vote | Qui est éligible | Qui vote | Observations |
|--|---|------------------|--|--|
| <p style="text-align: center;">Avis conforme, avis, vœux...</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Quorum : 95 (membres présents ou ayant donné pouvoir) • Vote à main levée | | <ul style="list-style-type: none"> • Membres du collège des collectivités territoriales • Membres du collège des usagers • Membres du collège de l'Etat • Tout membre ayant reçu pouvoir d'un autre membre | <ul style="list-style-type: none"> • Vote à main levée sauf si 1 quart au minimum des membres présents ou ayant donné pouvoir demande le vote à scrutin secret • En cas de vote à scrutin secret vote à 1 tour majorité relative des présents ou ayant donné pouvoir |

Commissions territoriales du bassin Loire Bretagne



COPIES ET REPRODUCTION INTERDITES - ©IGN BD CARTO 2008
 ©BD Carthage Loire-Bretagne 2008 - projection : Lambert 93
 DFP - N°FOREST - le 07/07/2009 - D:\Fichiers\PLGEO\comgeo\comgeo.mxd

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 11

AVIS PORTANT SUR LA RÉVISION DES ZONES VULNÉRABLES AUX NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre I et III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre I, section 3, sous-section 3 et chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu la directive 91/676/CEE du 12 décembre 1991 relative à la lutte contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- Vu l'arrêt de de la cour de justice de l'union européenne en date du 13 juin 2013,
- vu le rapport du Dreal Centre, délégué de bassin Loire-Bretagne, de septembre 2014,
- vu l'avis partagé de la commission Planification réunie le 19 novembre 2014

DÉCIDE

Article unique :

De donner un avis favorable au projet de révision des zones vulnérables du bassin Loire-Bretagne.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 12

AVIS PORTANT SUR LE PROJET DE SAGE OUEST CORNOUAILLE

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu les articles R. 212.26 et suivants du code de l'environnement
- vu l'avis de la commission Planification réunie le 19 novembre 2014
- sur demande de la commission locale de l'eau du Sage Ouest Cornouaille

Considérant que le comité de bassin, saisi pour avis d'un projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux, se prononce sur la compatibilité dudit schéma avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et sur la cohérence avec les schémas d'aménagement et de gestion des eaux déjà arrêtés ou en cours d'élaboration dans le groupement de sous-bassins concerné,

DÉCIDE

Article 1

De donner un avis favorable au projet de Sage Ouest Cornouaille.

Article 2

D'émettre la réserve suivante :

- Au sein du programme de mesures, trois masses d'eau sont identifiées, pour lesquelles des mesures morphologiques sont nécessaires pour l'atteinte du bon état écologique, à savoir « le ruisseau de Plozévet » (FRGR1282), « le ruisseau de Primelin » (FRGR1309) et « le ruisseau de Plonéour-Lanvern » (FRGR1580). Pour être pleinement compatible avec la disposition 1B-1 du Sdage, le Sage doit déterminer le taux d'étagement actuel pour deux de ces masses d'eau, à savoir « le ruisseau de Primelin » (FRGR1309) et « le ruisseau de Plonéour-Lanvern » (FRGR1580).

Article 3

D'émettre les deux recommandations suivantes, pour améliorer la lisibilité du projet :

- la disposition n°23 doit être mentionnée au sein de la règle n°2.
- le renvoi à la disposition 8B-1 du Sdage au sein de la disposition n°61 du projet de Sage est à supprimer.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PÉLICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 13

AVIS PORTANT SUR LE PROJET DE PÉRIMÈTRE DE SAGE VÈZÈRE - CORRÈZE

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu les articles R. 212.26 et suivants du code de l'environnement
- vu la consultation des communes, des conseils généraux et des conseils régionaux concernés
- vu l'avis favorable de la commission Planification réunie le 19 novembre 2014
- sur demande du Préfet de la Corrèze

DÉCIDE :

Article unique

De donner un avis favorable au périmètre du Sage couvrant le bassin versant de la Vézère-Corrèze.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 14

AVIS PORTANT SUR LES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE DU PLAN D'ACTION POUR LE MILIEU MARIN DES TROIS SOUS RÉGIONS MARINES BORDANT LES CÔTES DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Le comité de bassin Loire –Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous section 1 (partie réglementaire)
- vu la directive n°2008/56/CE du parlement européen et du conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive cadre « stratégie pour le milieu marin »)
- vu le décret n°2011-492 du 5 mai 2011 relatif au plan d'action pour le milieu marin
- vu l'article R219-12 du code de l'environnement
- vu l'avis de la commission Littoral réunie le 2 septembre 2014
- sur demande des autorités compétentes des sous régions marines Manche-Mer du Nord, Mers Celtiques, et Golfe de Gascogne

DÉCIDE :

Article 1

Prend acte de l'important travail réalisé pour l'élaboration des propositions de programmes de surveillance des sous régions marines qui concernent très fortement le littoral du bassin Loire Bretagne, bordé par 3 des 4 sous régions marines du littoral métropolitain.

Article 2

Se félicite que ces propositions aient été faites avec le souci de complémentarité et de synergie avec celui de la Directive Cadre sur l'Eau, tout en conservant une approche pragmatique, opérationnelle et économe des moyens tant humains que financiers, comme le préconisait l'article 2 de la délibération n°2012-30 du 4 octobre 2012 du comité de bassin.

Article 3

Donne un avis favorable sur les programmes de surveillance de chacune des trois sous régions marines bordant les côtes du bassin Loire Bretagne, à savoir : Manche-Mer du nord, Mers Celtiques et Golfe de Gascogne.

Article 4

Précise que cet avis porte sur les domaines relevant de sa compétence, à savoir ceux attachés à la DCE : les indicateurs en lien avec la politique de l'eau et des milieux aquatiques sur le périmètre des masses d'eau côtières et de transition.

Article 5

Assortit cet avis des recommandations générales suivantes :

- Compte tenu de l'importance des réseaux existant dans les PDS, il est indispensable de s'assurer de la pérennité des maîtrises d'ouvrage existantes tant sur les moyens humains que financiers.
- L'agrégation de données issues de plusieurs opérateurs impose la mise en place de protocoles partagés tant sur l'acquisition, le traitement et le stockage des données concernées.
- Compte tenu des difficultés techniques relatives à l'acquisition des données en milieu marin, il est recommandé de privilégier les techniques intégratrices (modèles, satellites) ainsi que la mutualisation des moyens nautiques.
- Avant d'élargir les réseaux vers le large, il est proposé de conforter prioritairement les mesures sur les secteurs côtiers qui sont pour les domaines en lien avec la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ceux les plus soumis aux pressions.
- Pour la recherche et le développement de nouveaux indicateurs qui relèvent du niveau national, il importe de privilégier ceux en lien avec les pressions afin de répondre d'une part à l'atteinte ou non des objectifs environnementaux, et d'autre part d'orienter les programmes de mesures.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 15

DIRECTIVE INONDATION : CARTOGRAPHIE DU RISQUE D'INONDATION SUR LES TERRITOIRES À RISQUE IMPORTANT

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement ;

- vu le code l'environnement Livre II, titre I, chapitre 3 (partie législative),
- vu le code l'environnement Livre II, titre I, chapitre 3, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire),
- vu la circulaire du 16 juillet 2012 du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie relative à la mise en œuvre de la phase « cartographie » de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,
- vu la circulaire du 14 août 2013 du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie relative à l'élaboration des plans de gestion des risques d'inondation et à l'utilisation des cartes de risques pour les territoires à risque important d'inondation,
- vu l'avis favorable de la commission Inondations Plan Loire, réunie le 19 juin.

Considérant les travaux de cartographie présentés,

DÉCIDE :

Article unique

De donner un avis favorable aux projets de cartographie des risques d'inondation des territoires à risque important d'inondation suivants :

- TRI du littoral charentais
- TRI de Nantes
- TRI de Saint-Malo, baie du Mont-Saint-Michel
- TRI de Saint-Nazaire, presqu'île de Guérande

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 16

PROGRAMMES D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) AVIS DU COMITÉ DE BASSIN SUR PROJET

Nom du projet : PAPI complet du bassin versant du LAY AVAL

Porteur de projet : Syndicat mixte du Marais Poitevin Bassin du Lay (SMPBL)

Le Comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement Livre II, Titre I, chapitre 3 (partie législative)
- vu le code de l'environnement Livre II, Titre I, chapitre 3, section, 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu la circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets « Programmes d'Actions de Prévention des Inondations 2011 » et opérations de restauration des endiguements « Plan de Submersion Rapide »
- vu la délibération du Comité de bassin du 7 juillet 2011 approuvant la procédure et les critères de labellisation pour les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations complets de plus de trois millions d'euros
- vu le cahier des charges de l'appel à projet des Programmes d'Actions de Prévention des Inondations du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL), publié le 17 février 2011
- vu l'avis de la commission Inondations, plan Loire, réunie le 19 juin 2014

Considérant,

- *le dossier de projet de PAPI adressé au Préfet de la Vendée par le président du Syndicat mixte du Marais Poitevin Bassin du Lay (SMPBL), le 14 février 2014 ;*
- *l'analyse de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Pays-de-la-Loire, du 16 avril 2014 ;*
- *le rapport de présentation du délégué de bassin, en date du 23 mai 2014, à la commission Inondations, plan Loire, du 19 juin 2014 ;*

DÉCIDE :

Article 1

De donner un avis favorable au projet de PAPI complet Lay aval, pour l'attribution d'un label national, sous réserve d'ajuster le programme d'actions comme suit :

- retrait des actions de dragage prévues sur l'axe 6 (actions 6.2 et 6.3) ;

- retrait des actions de travaux de protection contre les inondations fluviales du Lay (actions 7.2 et 7.3), à l'exception de la restauration du barrage de Braud et sous réserve que sa gestion soit reprise par un maître d'ouvrage public ;
- ajout de l'engagement des études nécessaires à la définition d'une stratégie globale de protection de la baie de l'Aiguillon et de Marans contre les submersions marines, en concertation avec les porteurs de projet des PAPI voisins ;
- retrait des travaux de rehausse de la digue du polder II (action 7.11) dans l'attente des résultats des réflexions précédemment évoquées.

Article 2

De proposer à la commission mixte Inondations, en charge de l'examen du dossier pour labellisation :

- de demander au porteur de projet de prévoir sa participation aux études nécessaires à la définition d'une stratégie globale de protection de la baie de l'Aiguillon et de Marans contre les submersions marines, en concertation avec les porteurs de projet des PAPI voisins.

Le Président
du Comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 17

PROGRAMMES D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) AVIS DU COMITÉ DE BASSIN SUR PROJET

Nom du projet : PAPI complet du bassin de la rivière Vendée

Porteur de projet : Syndicat mixte Vendée Sèvre Autizes (SMVSA)

Le Comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement Livre II, Titre I, chapitre 3 (partie législative)
- vu le code de l'environnement Livre II, Titre I, chapitre 3, section, 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu la circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets « Programmes d'Actions de Prévention des Inondations 2011 » et opérations de restauration des endiguements « Plan de Submersion Rapide »
- vu la délibération du Comité de bassin du 7 juillet 2011 approuvant la procédure et les critères de labellisation pour les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations complets de plus de trois millions d'euros
- vu le cahier des charges de l'appel à projet des Programmes d'Actions de Prévention des Inondations du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL), publié le 17 février 2011
- vu l'avis de la commission Inondations, plan Loire, réunie le 19 juin 2014

Considérant,

- *le dossier de projet de PAPI adressé au Préfet de la Vendée par le président du Syndicat mixte Vendée Sèvre Autizes, le 14 février 2014 ;*
- *l'analyse de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Pays-de-la-Loire, du 16 avril 2014 ;*
- *le rapport de présentation du délégué de bassin, en date du 26 mai 2014, à la Commission Inondations, Plan-Loire, du 19 juin 2014 ;*

DÉCIDE :

Article 1

De donner un avis favorable au projet de PAPI complet du bassin de la rivière Vendée, pour l'attribution d'un label national en proposant à la commission mixte Inondations d'ajuster le programme d'actions comme suit :

- ajout de l'engagement des études nécessaires à la définition d'une stratégie globale de protection de la baie de l'Aiguillon et de Marans contre les submersions marines, en concertation avec les porteurs de projet des PAPI voisins ;
- retrait des interventions sur certaines digues de protection contre les submersions marines de premier rang (actions 7.2 à 7.5) dans l'attente des résultats des réflexions précédemment évoquées ;
- adaptation des interventions sur certaines digues de protection contre les submersions marines de premier rang (actions 7.1 et 7.9) pour ne retenir que leur volet relatif au renforcement des ouvrages ;
- retrait des interventions sur les digues de second rang protégeant de faibles enjeux (action 7.6 et 7.7 pour son volet de rehausse de la digue de la Prée Mizotière) ;
- retrait des travaux de protection contre les inondations fluviales (actions 7.13 à 7.18), en fonction des débats sur la maîtrise d'ouvrage de ces ouvrages, et sur la possibilité de mobiliser du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs pour de telles interventions.

Article 2

De proposer à la commission mixte Inondations, en charge de l'examen du dossier pour labellisation de :

- demander au porteur de projet de prévoir sa participation aux études nécessaires à la définition d'une stratégie globale de protection de la baie de l'Aiguillon et de Marans contre les submersions marines, en concertation avec les porteurs de projet des PAPI voisins.

Le Président
du Comité de bassin Loire-Bretagne



Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN

Séance plénière du 11 décembre 2014

Délibération n° 2014 - 18

STRATÉGIE 2014-2020 POUR LE BASSIN DE LA LOIRE

Le comité de bassin Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 1 (partie réglementaire)
- vu l'arrêté du 23 décembre 2002 portant désignation d'un préfet de région chargé de la mission interrégionale de mise en oeuvre du « plan Loire grandeur nature »
- vu l'avis du comité de bassin du 12 décembre 2013 sur la stratégie 2035 pour le bassin de la Loire

Considérant que le projet de stratégie 2014-2020 pour le bassin de la Loire présenté par le préfet de la région Centre, préfet coordonnateur du plan Loire, contribue à la mise en oeuvre des politiques de l'eau et de gestion du risque d'inondation sur le bassin de la Loire, en intégrant les objectifs de la directive cadre sur l'eau et de la directive relative à l'évaluation et à la gestion du risque d'inondation

DÉCIDE :

Article unique

De donner un avis favorable à la stratégie 2014-2020, stratégie du plan Loire IV pour le bassin de la Loire.

Le Président
du comité de bassin Loire-Bretagne



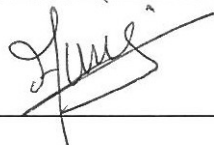

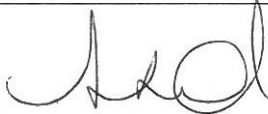
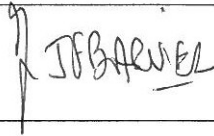
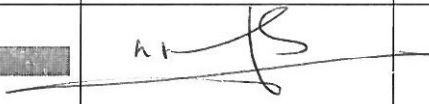
Joël PELICOT

COMITÉ DE BASSIN



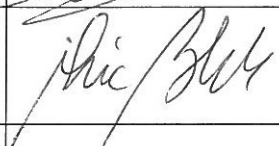
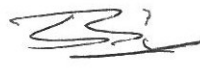



Réunion le jeudi 11 décembre 2014


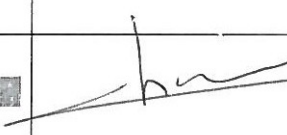

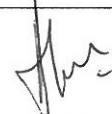
(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)



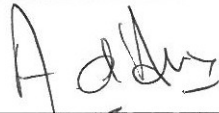

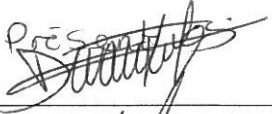

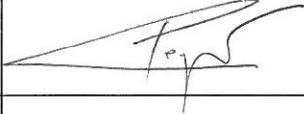
Membres

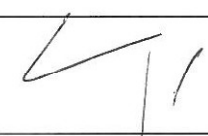
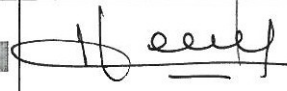
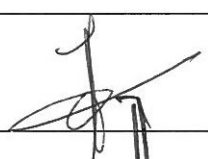

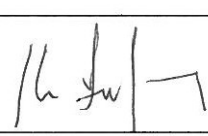
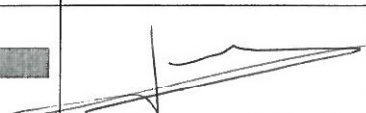
| | NOM | EMARGEMENT | A REÇU POUVOIR DE : |
|-----------------------------------|----------------------------|--|--------------------------|
| | P M. AIME Christian |  | |
| | A M. ALBERT Philippe | | |
| | P Mme ANTON Stéphanie |  | |
| | P Mme AUCONIE Sophie |  | Mme LE SAULNIER Brigitte |
| | A M. BARBIER Daniel | | |
| | A M. BARILLET Yannick | | |
| accompagné par un chauffeur | P M. BARNIER Jean-François |  | M. MAYET Iwan |
| | A Mme BARRET Christiane | | |
| | P M. BEAUFILS Marc |  | |
| | A M. BEAUJANEAU Gilbert | | |
| | A M. BECHLER Jean-Yves | | |
| | A M. BERNIER Marc | | |



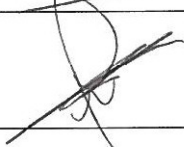





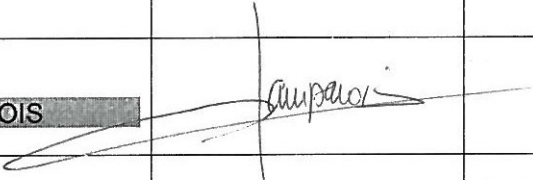

Ph

| | NOM | EMARGEMENT | A REÇU POUVOIR DE : |
|-----------------------------------|--------------------------|--|--|
| | P M. BERTRAND Patrick |  | M. LAROUSSINIE Olivier |
| | P M. BITEAU Benoît |  | |
| | P M. BLACHON Eric |  | |
| | A M. BLANCHARD Patrick | | |
| | A M. BODARD Philippe | | |
| | P M. BOISNEAU Philippe |  | |
| | A M. BONNEFOUS Nicolas | | |
| | P M. BONNET Maurice |  | M. DRAPEAU Jean-Luc M. THOMAZEAU |
| | A M. BONNIN Philippe | | |
| accompagné par un chauffeur | P M. BOUCHARDY Christian |  | Mme VIGNAL Odile M. SAUVADE Bernard |
| | A M. BOUJOT Jérôme | | |
| | A M. BRAULT Jean-Luc | | |
| | A M. BRAVARD Michel | | |
| | A M. BRUGIERE Marc | | |
| | P Mme BRUNY Régine |  | |




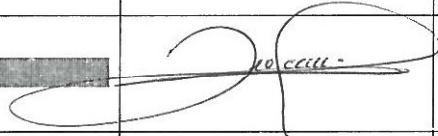
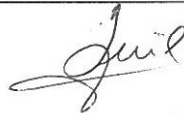



| | | NOM | EMARGEMENT | A REÇU POUVOIR DE : |
|-----------|---|----------------------------|--|---------------------------------------|
| | A | M. BUIN Pierre | | |
| chauffeur | P | M. BURLOT Thierry |  | M. LUCAUD Laurent M. LE GOFF Roger |
| | A | M. CAMUS Jean-Louis | | |
| | A | M. CARENCO Jean-François | | |
| | A | Mme CAROLY Celine | | |
| | A | M. CAYREL Laurent | | |
| | A | M. CEDELLE Serge | | |
| | A | Mme CHAIGNEAU Martine | | |
| | A | M. CHALUS Jean-Pierre | | |
| | P | M. CHASSANDE Christophe |  | M. DELZANT Eric Mme GAUTHIER Odile |
| | A | M. CHATRY Thierry | | |
| | A | M. CHAVASSIEUX Jean-Pierre | | |
| | P | M. CHELLET Pascal |  | |
| | P | M. COISNE Henri |  | |
| | A | M. COJAN Olivier | | |

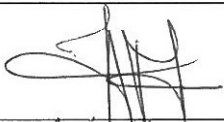
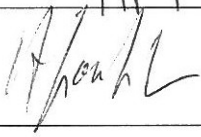


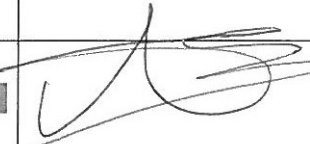
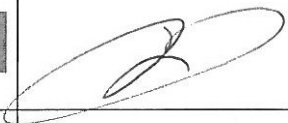
| | NOM | EMARGEMENT | A REÇU POUVOIR DE : |
|--|--|--|---|
| | A M. COLLET Yannick | | |
| | P M. COLLETER Jean-Yves |  | |
| | A M. COMET Henri-Michel | | |
| | P M. COUTURIER Christian |  | M. NAUD Claude M. COZIC Thierry |
| | A M. COZIC Thierry | | |
| | P Mme D'AUX Anne |  | |
| | A M. DAMIE Philippe R. par Mme MORAGUEZ |  | |
| | A M. DAMIENS Jean-Bernard | | |
| | A M. DE BEAUMESNIL Michel | | |
| | A M. DE BOYSSON Xavier | | |
| | A M. DE GESTAS DE LESPEROUX Philippe R. par Mme DEVAUX-ROS Claire |  | Mme BARRET Christiane M. DE OLIVEIRA Emmanuel |
| | P M. DE LESPINAY Josselin |  | M. HUET Gilles |
| | A M. DE OLIVEIRA Emmanuel | | |
| | P M. DEGUET Gilles |  | M. BONNIN Philippe M. LAMARDELLE Gérard |
| | A M. DELSOL Philippe | | |






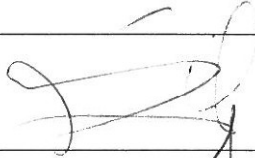


| | NOM | EMARGEMENT | A REÇU POUVOIR DE : |
|--|--|--|---|
| | A M. DELZANT Eric | | |
| | A M. DEMARCQ François R. par M. GOMEZ |  | |
| | P M. DENIS Bernard |  | M ; DE BEAUMESNIL Michel |
| | A M. DHUY Dominique | | |
| | A M. DICONNE Jean-Paul | | |
| | A M. DIDON Emmanuel R. par M. CARTIER |  | Mme ETAIX Corinne M. CARENCO Jean-François |
| | P M. DORON Jean-Paul |  | M. PETROT Régis M. MOELO Jean-Yves |
| | P M. DOUGE Christophe | | M. DAMIENS Jean-Bernard M. DICONNE Jean-Paul |
| | A M. DRAPEAU Jean-Luc | | |
| | A M. DREVET Vincent | | |
| | P M. DUFRESNOY Philippe |  | M. GRELICHE Patrice M. BARILLET Yannick |
| | A M. DUGLEUX Sébastien | | |
| | A M. DUPOUE Thierry | | |
| | P M. DURAND Dominique |  | |


| | | | | |
|--|---|--|--|--------------------------------------|
| | A | Mme ETAIX Corinne | | |
| | A | M. FALGAS Bernard | | |
| | P | M. FAUCONNIER Jean-Michel |  | |
| | A | M. FAUVEL Auguste | | |
| | P | M. FONTAINE Olivier |  | M. BUIN Pierre |
| | P | M. FRECHET Daniel |  | |
| | A | M. FUZEAU Michel R. par M. Jérémy BOUQUET |  | |
| | A | M. GAGNEUX Jean-Yves | | |
| | A | M. GAILLET Jean-Roch R. par M. FREMAUX |  | M. BECHLER Jean-Yves |
| | P | M. GANDRIEU James |  | |
| | P | M. GANNE Jean-Daniel |  | M. LARDON Antoine |
| | P | M. GAULANDEAU Claude |  | |
| | A | Mme GAUTHIER Odile | | |
| | A | M. GAUTRON Alain R. par M. CHAMPENOIS |  | |
| | P | M. GIBEY Jean-Marc | Présent | M. MALBO Gérard M. BARBIER Daniel |
| | P | M. GILBERT André |  | |

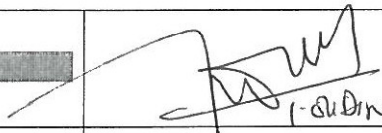

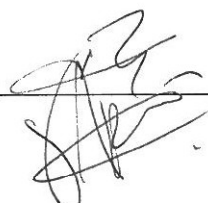

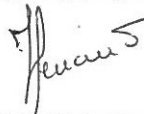
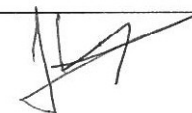


Ph

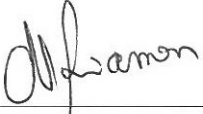
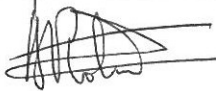

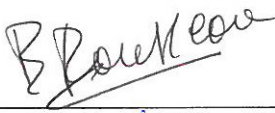


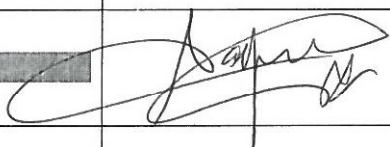



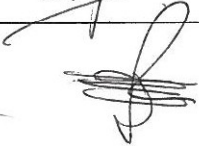
| | | | | |
|--|---|---------------------------|--|--|
| | P | M. GOUPY Bernard |  | |
| | P | M. GOUSSET Bernard |  | M. VIGIER André M. CHATRY Thierry |
| | A | M. GRELICHE Patrice | | |
| | A | M. GRIGNOU Herve | | |
| | P | M. GRIMPRET Christian |  | M. MARCELLOT René M. BRAVARD Michel |
| | P | M. GROLEAU Christian |  | |
| | A | M. GROSJEAN Francis | | |
| | P | M. GUILLAUME Pierre |  | M. QUENOT Gérard |
| | A | M. GUILLON Jacky | | |
| | P | M. GUTTON Martin |  | |
| | A | M. GUYOT Patrice | | |
| | P | M. HANGARD Gregory |  | |
| | P | Mme HERILIER Marie-Jeanne |  | |
| | A | M. HERVE Marc | | |
| | A | M. HUET Gilles | | |
| | A | M. HUGON Pierre | | |

| | | | | |
|----------------|---|--|--|--|
| | P | Mme HURUGUEN Armelle |  | M. RAOULT Loïc M. HERVE Marc |
| | A | M. JACQ François R. par Mme Anne GROUHEL-PELLOUIN |  | |
| | P | M. JANVROT Guy |  | |
| ne déjeune pas | P | M. JAU Michel | Present | |
| | A | M. LAMARDELLE Gérard | | |
| | A | M. LAMBERT Guillaume | | |
| | A | M. LARDON Antoine | | |
| | A | M. LAROUSSINIE Olivier | | |
| | A | M. LASFARGUES Frédéric R. par M. WICKER Frédéric |  | |
| | A | M. LE BORGNE Lionel | | |
| | A | Mme LE FAOU Lénaïck | | |
| | A | M. LE GOFF Roger | | |
| | A | Mme LE SAULNIER Brigitte | | |
| | P | M. LEFEBVRE André |  | M. DELSOL Philippe M. GUILLON Jacky |
| | P | Mme LEFEBVRE-RAUDE Dominique |  | |
| | A | Mme LEGEAS Michèle | | |

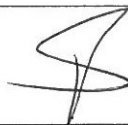

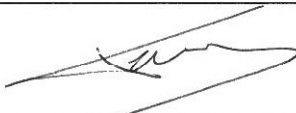



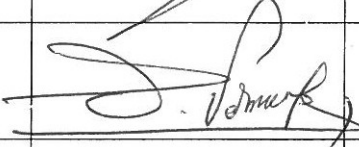

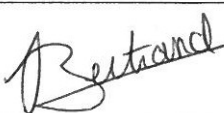
| | | | | |
|-----------|---|--|--|---|
| | A | M. LEIBREICH Johann R. par M. SOISMIER |  | M. GUYOT Patrice |
| | P | M. LONQUEU Benoit |  | M. MENIER Jean-René |
| | A | M. LOQUET Robert | | |
| | A | M. LUCAUD Laurent | | |
| | A | M. MALBO Gérard | | |
| | P | M. MANCEAU Jean-François |  | |
| | A | M. MARCELLOT René | | |
| | A | M. MARIE Christian R. par M. ALLOUCH Stéphane |  | M. CAYREL Laurent |
| | A | M. MAURIN Bruno | | |
| | P | Mme MAUSSION Patricia |  | |
| | A | M. MAYET Iwan | | |
| | A | M. MENIER Jean-René | | |
| | P | M. MERY Yoann |  | M. COLLET Yannick M. DREVET Vincent |
| | P | M. MILLIERAS Christophe |  | |
| | A | M. MOELO Jean-Yves | | |
| chauffeur | P | M. MORIN Serge |  | M. DUGLEUX Sébastien M. GROSJEAN Francis |

| | | | | |
|--|---|---------------------------------------|--|--|
| | A | M. MOSSANT Pierre | | |
| | A | M. NAUD Claude | | |
| | A | M. NAVEZ Marc R. par M. LE DAFNIET |  | M. STRZODA Patrick M. VERMEULEN Patrice |
| | A | Mme NOARS Françoise | | |

| | | | | |
|-----------|---|----------------------------|--|---|
| | P | M. OUDIN Jacques |  | M. CAMUS Jean-Louis M. PIERRE Gérard |
| | P | M. PATURAT Jacques |  | M. DHUY Dominique Mme CAROLY Celine |
| Président | P | M. PELICOT Joël |  | M. CHAVASSIEUX Jean-Pierre |
| | P | M. PELLERIN François-Marie |  | |
| | P | M. PENAUD Jean |  | M. LE BORGNE |
| | A | M. PETROT Régis | | |
| | A | M. PIERRE Gérard | | |
| | P | M. PIERSON Jean-Paul |  | |
| | P | M. PLESSIS Georges |  | |
| | A | M. POINTEREAU Remy | | |
| | P | M. POTIRON Jean-Louis | Présent. | M. ALBERT Philippe |
| | A | M. PRORIOU Jean | | |
| | A | M. QUENOT Gérard | | |
| | A | M. RABINEAU Pierre | | |
| | P | M. RAMBAUD Eric |  | |
| | P | M. RAOULT Loïc | | |

| | | | | |
|--|---|-------------------------|--|--------------------------------------|
| | A | M. RENAUD Edouard | | |
| | P | Mme RIAMON Marie-Hélène |  | M. ROUSSAT Daniel |
| | P | M. ROBERT Alain |  | M. GRIGNOU Herve |
| | P | M. ROBERT Jean-François |  | M. POINTEREAU Rémy |
| | A | Mme ROCHER Isabelle | | |
| | A | M. ROUSSAT Daniel | | |
| | P | M. ROUSSEAU Bernard |  | |
| | P | M. ROUSTIDE Jacques |  | |
| | A | Mme SAILLARD Elisabeth | | |
| | P | M. SAILLARD Vincent |  | M. BONNEFOUS Nicolas |
| | P | M. SAQUET Christian |  | |
| | P | M. SAUMUREAU Marc |  | Mme SAILLARD Elisabeth |
| | A | M. SAUVADE Bernard | | |
| | P | M. SAUVEZ Marc |  | M. BOUJOT Jérôme M. CEDELLE Serge |
| | P | M. SIMARD Jean-Pierre |  | Mme LE FAOU Lénaïck |
| | P | M. SOUBOUROU Christian |  | |

~~D. ROUSSAT (Représentant Délégué)~~

| | | | | |
|----|---|--|---|--|
| | A | M. STRZODA Patrick | | |
| | P | M. TAUFFLIEB Eric |  | M. VIAUD Gérald |
| | A | M. THOMAZO Roger | | M. BONNET Matrice |
| | A | M. TIENGOU Alain | | |
| | P | M. TROUVAT Pierre |  | M. TIENGOU Alain |
| Ph | P | M. VALLEE Mickaël |  | |
| | A | M. VANLAER Hervé R. par M. BARTHELEMY |  | Mme NOARS Françoise |
| | A | M. VENANT Patrick R. par M. ROUSSEL Didier |  | M. LAMBERT Guillaume |
| | P | M. VENDROT Michel |  | |
| | A | M. VERMEULEN Patrice |  | |
| | P | M. VERON Gérard | | |
| | A | M. VIAUD Gérald | | |
| | A | M. VIGIER André | | |
| | A | Mme VIGNAL Odile | | |
| | P | M. VIGUIE Pascal |  | M. RABINEAU Pierre Mme CHAIGNEAU Martine |
| | A | M. VIROULAUD Philippe R. par Mme Isabelle BERTRAND |  | M. CHALUS Jean-Pierre M. COMET Henri Michel |

| | | | | |
|--|---|------------------------|---------------|----------------------|
| | P | M. VOISIN Jean-Bernard | <i>Voisin</i> | M. DE BOYSSON Xavier |
|--|---|------------------------|---------------|----------------------|

| MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES | |
|---------------------------------|------------|
| TOTAL | 169 |

Présents : 95
 Dont représentés : 15
 Pouvoirs donnés : 74
 Absents : 93

Quorum 1 / 2 de 190 = 95


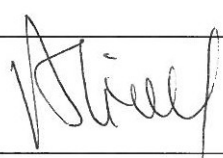



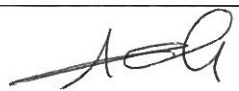
| | | PARTICIPANTS DE DROIT | EMARGEMENT |
|--|---|--------------------------------------|--------------------|
| | P | Mme DUMOULIN-WIECZORKIEWICZ Virginie | <i>V. Dumoulin</i> |
| | A | M. MARTINOT Bertrand | |
| | P | Mme STEINFELDER Mauricette | <i>Steinfelder</i> |

COMITÉ DE BASSIN

Réunion le jeudi 11 décembre 2014

(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)

Participent également

| | NOM | EMARGEMENT |
|----------------|---|---|
| | P M. BARTHELEMY Dominique | |
| | P M. CAPDEVILLE Bruno |  |
| | P Mme GIRAUD Anaïs |  |
| | P M. HOCQ Jean-Pierre <i>Président de la CLE Sage Lay</i> | |
| | P M. MOINE BRUNO <i>DREAL - Adjoint du chef de service VERPN</i> | |
| ne déjeune pas | P Mme NGUYEN Julie |  |
| | P Mme RAFFARD Catherine |  |
| ne déjeune pas | P M. ROYER Jean |  |
| | P Mme WITTEN Aude <i>Accompagne M. Burlot</i> |  |

Déjeune

RAPOSO Sophie



||

PROSPER Julien



||

CHAPRAIS Samuel

||

MONKSET Alain



ne déjeune pas




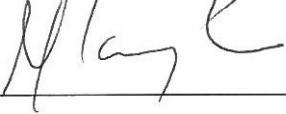
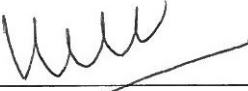
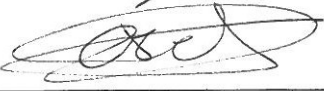

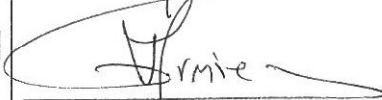
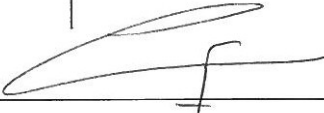
BIOT Carine (Eploire)

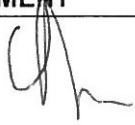


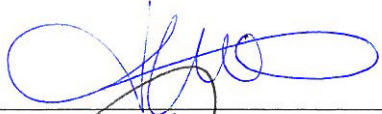

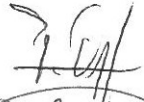



COMITÉ DE BASSIN

Réunion le jeudi 11 décembre 2014

(à 10 h 00 à Centre de conférences d'Orléans)

Agence

| | NOM | EMARGEMENT |
|---|----------------------------|---|
| P | M. AISSAOUI SOFIANE | |
| P | M. ALET Bernard |  |
| P | Mme BLANC Céline |  |
| P | M. BOUDON Gérard |  |
| P | M. CAMPHUIS Nicolas-Gérard |  |
| P | Mme DETOC Sylvie |  |
| P | Mme DORET Bernadette |  |
| P | Mme DUBUY Isabelle | |
| P | M. ERAUD Yannick |  |
| P | M. GARNIER Arnaud |  |
| P | M. GIGOT Alain |  |

| | NOM | EMARGEMENT |
|---|------------------------|---|
| P | M. GITTON CLAUDE |  |
| P | Mme GOETSCHY Nastasia |  |
| P | Mlle HISTACE Claire | |
| P | M. JULLIEN David |  |
| P | Mme JULLIEN Edwige |  |
| P | M. LE BESQ Rémi |  |
| P | Mme OPERIOL Paule |  |
| P | Mme PAILLOUX CHRISTINE |  |
| P | M. RAYNARD Olivier |  |
| P | M. RIGUIDEL Philippe |  |
| P | M. RIVOAL Jean-Louis | |
| P | Mme ROBILIARD Marion | |
| P | Mme SERGENT Chantal | |

Nejjat Hounia
 Curard Nicole,
 Ohalandre Volérie
 G. Natu de

X
 X
 X
 X

CORNET
 Lorand Nynam

X
 X

BRANWEL Nathalie



Comité de bassin

11/12/2014

Suivi du quorum

Quorum 95 = 127 ok
présents 66

Statut :

non répondu
présent
représenté
a donné son pouvoir
absent

| Séance | | Départs | | Statut | Nom | Collège | Représenté par : | | A donné pouvoir à : |
|--------|---------|---------|---------|--------|------------------------|--------------------------------|------------------|----------------------|------------------------|
| Emarg. | nb voix | nb | nb voix | | | | enregistrés | pouvoirs enregistrés | |
| 66 | 127 | 0 | 0 | 127 | 188 | 188 | 15 | 39 61 | 22 61 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | P | AIME | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | ALBERT | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | ANTON | Collectivités territoriales | | | ROUSTIDE |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | AUCONIE | Collectivités territoriales | LE SAULNIER | BARNIER | GIBEY |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BARBIER | Collectivités territoriales | | | AUCONIE |
| | 0 | 0 | 0 | A | BARILLET | Etat et établissements publics | | | DE GESTAS DE LESPEROUX |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BARNIER | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BARRET | Etat et établissements publics | | | |
| 1 | 1 | 0 | 0 | P | BEAUFILS | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | BEAUJANEAU | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BECHLER | Etat et établissements publics | | | GAILLET |
| | 0 | 0 | 0 | | BERNIER | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 2 | 0 | 0 | P | BERTRAND | Etat et établissements publics | LAROUSSINIE | | |
| 1 | 1 | 0 | 0 | P | BITEAU | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BLACHON | Usagers | | | PLESSIS |
| | 0 | 0 | 0 | A | BLANCHARD | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | | BODARD | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 1 | 0 | 0 | P | BOISNEAU | Usagers | | | SAILLARD. V |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BONNEFOUS | Usagers | | | |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | BONNET | Collectivités territoriales | DRAPEAU | THOMAZO | |
| | 0 | 0 | 0 | A | BONNIN | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | BOUCHARDY | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | BOUJOT | Collectivités territoriales | | | SAUVEZ |
| | 0 | 0 | 0 | | BRAULT | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | BRAVARD | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | BRUGIERE | Usagers | | | |
| 1 | 1 | 0 | 0 | P | BRUNY | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | BUIIN | Usagers | | | |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | BURLOT | Collectivités territoriales | LUCAUD | LE GOFF | LOUDIN |
| | 0 | 0 | 0 | PV | CAMUS | Collectivités territoriales | | | DIDON |
| | 0 | 0 | 0 | PV | CARENCO | Etat et établissements publics | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | CAROLY | Usagers | | | MARIE |
| | 0 | 0 | 0 | PV | CAYREL | Etat et établissements publics | | | SAUVEZ |
| | 0 | 0 | 0 | PV | CEDELLE | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | CHAIGNEAU | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | CHALUS | Etat et établissements publics | | | VIROULAUD |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | CHASSANDE | Etat et établissements publics | GAUTHIER | DELZANT | |
| | 0 | 0 | 0 | A | CHATRY | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | CHAVASSIEUX | Collectivités territoriales | | | PELICOT |
| | 0 | 0 | 0 | A | CHELLET | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | COISNE | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | COJAN | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | COLLET | Usagers | | | MERY |
| | 0 | 0 | 0 | A | COLLETER | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | COMET | Etat et établissements publics | | | VIROULAUD |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | COUTURIER | Collectivités territoriales | NAUD | COZIC | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | COZIC | Collectivités territoriales | | | COUTURIER |
| 1 | 1 | 0 | 0 | R | DAMIE | Etat et établissements publics | M. MORAGUEZ | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DAMIENS | Collectivités territoriales | | | DOUGE |
| | 0 | 0 | 0 | PV | D'AUX | Collectivités territoriales | | | ROUSTIDE |
| | 0 | 0 | 0 | A | DE BEAUMESNIL | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DE BOYSSON | Usagers | | | VOISIN |
| 1 | 3 | 0 | 0 | R | DE GESTAS DE LESPEROUX | Etat et établissements publics | Mme DEVAUX-ROS | BARRET | DE OLIVEIRA |
| 1 | 2 | 0 | 0 | P | DE LESPINAY | Usagers | | HUET | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DE OLIVEIRA | Etat et établissements publics | | | DE GESTAS DE LESPEROUX |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DEGUET | Collectivités territoriales | | | PELLERIN |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DELSOL | Collectivités territoriales | | | LEFEBVRE |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DELZANT | Etat et établissements publics | | | CHASSANDE |
| 1 | 1 | 0 | 0 | R | DEMARCO | Etat et établissements publics | M. GOMEZ | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DENIS | Usagers | | | MAUSSION |
| | 0 | 0 | 0 | A | DHUY | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DICONNE | Collectivités territoriales | | | DOUGE |
| 1 | 3 | 0 | 0 | R | DIDON | Etat et établissements publics | M. CARTIER | ETAIX | CARENCO |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | DORON | Usagers | | MOELO | PETROT |
| 1 | 3 | 0 | 0 | P | DOUGE | Collectivités territoriales | | DAMIENS | DICONNE |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DRAPEAU | Collectivités territoriales | | | BONNET |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DREVET | Usagers | | | MERY |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DUFRESNOY | Etat et établissements publics | | | GAILLET |
| | 0 | 0 | 0 | PV | DUGLEUX | Collectivités territoriales | | | MORIN |
| | 0 | 0 | 0 | A | DUPOUE | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | DURAND | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | ETAIX | Etat et établissements publics | | | DIDON |
| | 0 | 0 | 0 | | FALGAS | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | PV | FAUCONNIER | Usagers | | | VOISIN |
| | 0 | 0 | 0 | A | FAUVEL | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | FONTAINE | Usagers | | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | FRECHET | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 1 | 0 | 0 | R | FUZEAU | Etat et établissements publics | BOUQUET | | |
| | 0 | 0 | 0 | A | GAGNEUX | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 3 | 0 | 0 | R | GAILLET | Etat et établissements publics | M. FREMAUX | BECHLER | DUFRESNOY |
| | 0 | 0 | 0 | PV | GANDRIEAU | Usagers | | | SAILLARD. V |
| 1 | 2 | 0 | 0 | P | GANNE | Usagers | | LARDON | |

Comité de bassin

11/12/2014

Suivi du quorum

Statut :

présent
représenté
a donné son pouvoir
absentQuorum 95 = 127 ok
présents 66

| Séance | | Départs | | Statut | Nom | Collège | Représenté par : | | A donné pouvoir à : |
|--------|---------|---------|---------|--------|----------------|--------------------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|
| Emerg. | nb voix | nb | nb voix | | | | enregistrés | pouvoirs enregistrés | |
| 66 | 127 | 0 | 0 | 127 | 188 | 188 | 15 | 39 61 22 | 61 |
| 1 | 1 | | 0 | P | GAULANDEAU | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | PV | GAUTHIER | Etat et établissements publics | | | CHASSANDE |
| 1 | 1 | | 0 | R | GAUTRON | Etat et établissements publics | M. CHAMPENOIS | | |
| 1 | 3 | | 0 | P | GIBBY | Collectivités territoriales | | MALBO | BARBIER |
| 1 | 1 | | 0 | P | GILBERT | Usagers | | | |
| 1 | 1 | | 0 | P | GOUPY | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | GOUSSET | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | GRELICHE | Etat et établissements publics | | | |
| | 0 | | 0 | PV | GRIGNOU | Usagers | | | ROBERT A |
| | 0 | | 0 | A | GRIMPRET | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 1 | | 0 | P | GROLEAU | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | PV | GROSJEAN | Collectivités territoriales | | | MORIN |
| 1 | 2 | | 0 | P | GUILLAUME | Usagers | | QUENOT | |
| | 0 | | 0 | PV | GUILLOU | Collectivités territoriales | | | LEFEBVRE |
| 1 | 1 | | 0 | P | GUTTON | Etat et établissements publics | | | |
| | 0 | | 0 | PV | GUYOT | Etat et établissements publics | | | LEIBREICH |
| 1 | 1 | | 0 | P | HANGARD | Usagers | | | |
| 1 | 1 | | 0 | P | HERILIER | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | PV | HERVE | Collectivités territoriales | | | HURUGUEN |
| | 0 | | 0 | PV | HUET | Usagers | | | DE LESPINAY |
| | 0 | | 0 | A | HUGON | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 3 | | 0 | P | HURUGUEN | Collectivités territoriales | | RAOULT | HERVE |
| 1 | 1 | | 0 | R | JACQ | Etat et établissements publics | Mme. GROUHEL-PELLOUIN | | |
| 1 | 1 | | 0 | P | JANVROT | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | JAU | Etat et établissements publics | | | |
| | 0 | | 0 | A | LAMARDELLE | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | A | LAMBERT | Etat et établissements publics | | | |
| | 0 | | 0 | PV | LARDON | Usagers | | | GANNE |
| | 0 | | 0 | PV | LAROUSSINIE | Etat et établissements publics | | | BERTRAND |
| 1 | 1 | | 0 | R | LASFARGUES | Etat et établissements publics | M. WICKER | | |
| | 0 | | 0 | PV | LE BORGNE | Usagers | | | PENAUD |
| | 0 | | 0 | PV | LE FAOU | Usagers | | | SIMARD |
| | 0 | | 0 | PV | LE GOFF | Collectivités territoriales | | | BURLLOT |
| | 0 | | 0 | PV | LE SAULNIER | Collectivités territoriales | | | AUCONIE |
| 1 | 3 | | 0 | P | LEFEBVRE | Collectivités territoriales | | DELSOL | GUILLOU |
| 1 | 1 | | 0 | P | LEFEBVRE-RAUDE | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | LEGEAS | Usagers | | | |
| 1 | 2 | | 0 | R | LEIBREICH | Etat et établissements publics | M. SOISMIER | GUYOT | |
| | 0 | | 0 | A | LONQUEU | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | LOQUET | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | PV | LUCAUD | Collectivités territoriales | | | BURLLOT |
| | 0 | | 0 | PV | MALBO | Collectivités territoriales | | | GIBBY |
| | 0 | | 0 | A | MANCEAU | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | A | MARCELLOT | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 3 | | 0 | R | MARIE | Etat et établissements publics | ALLOUCH | CAYREL | VENANT |
| | 0 | | 0 | | MAURIN | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 2 | | 0 | P | MAUSSION | Usagers | | DENIS | |
| | 0 | | 0 | A | MAYET | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | A | MENIER | Usagers | | | |
| 1 | 3 | | 0 | P | MERY | Usagers | | COLLET | DREVET |
| | 0 | | 0 | A | MILLIERAS | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | PV | MOELO | Usagers | | | DORON |
| 1 | 3 | | 0 | P | MORIN | Collectivités territoriales | | DUGLEUX | GROSJEAN |
| | 0 | | 0 | A | MOSSANT | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | PV | NAUD | Collectivités territoriales | | | COUTURIER |
| 1 | 2 | | 0 | R | NAVEZ | Etat et établissements publics | M. LE DAFNIET | STRZODA | |
| | 0 | | 0 | PV | NOARS | Etat et établissements publics | | | VANLAER |
| 1 | 3 | | 0 | P | OUDIN | Collectivités territoriales | | CAMUS | PIERRE |
| | 0 | | 0 | A | PATURAT | Usagers | | | |
| 1 | 2 | | 0 | P | PELICOT | Collectivités territoriales | | CHAVASSIEUX | |
| 1 | 1 | | 0 | P | PELLERIN | Usagers | | | |
| 1 | 2 | | 0 | P | PENAUD | Usagers | | LE BORGNE | |
| | 0 | | 0 | PV | PETROT | Usagers | | | DORON |
| | 0 | | 0 | PV | PIERRE | Collectivités territoriales | | | OUDIN |
| 1 | 1 | | 0 | P | PIERSON | Usagers | | | |
| 1 | 2 | | 0 | P | PLESSIS | Usagers | | BLACHON | |
| | 0 | | 0 | PV | POINTEREAU | Collectivités territoriales | | | ROBERT JF |
| | 0 | | 0 | A | POTIRON | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | A | PRORIOL | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | PV | QUENOT | Usagers | | | GUILLEAUME |
| | 0 | | 0 | A | RABINEAU | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | A | RAMBAUD | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | PV | RAOULT | Collectivités territoriales | | | HURUGUEN |
| | 0 | | 0 | A | RENAUD | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | PV | RIAMON | Collectivités territoriales | | | ROUSSEAU |
| 1 | 2 | | 0 | P | ROBERT A | Usagers | | GRIGNOU | |
| 1 | 2 | | 0 | P | ROBERT JF | Collectivités territoriales | | POINTEREAU | |
| | 0 | | 0 | | ROCHER | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | ROUSSAT | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 2 | | 0 | P | ROUSSEAU | Usagers | | RIAMON | |
| 1 | 3 | | 0 | P | ROUSTIDE | Collectivités territoriales | | ANTON | D'AUX |
| | 0 | | 0 | A | SAILLARD. E | Usagers | | | |
| 1 | 3 | | 0 | P | SAILLARD. V | Usagers | | BONNEFOUS | GANDRIEAU |
| 1 | 1 | | 0 | P | SAQUET | Usagers | | | |

Comité de bassin

11/12/2014

Suivi du quorum

Quorum présents 95 = 127 ok
66

Statut :

présent
représenté
a donné son pouvoir
absent

| Séance | | Départs | | Statut | Nom | Collège | Représenté par : | | A donné pouvoir à : |
|--------|---------|---------|---------|--------|-----------|--------------------------------|------------------|----------------------|---------------------|
| Emarg. | nb voix | nb | nb voix | | | | enregistrés | pouvoirs enregistrés | |
| 66 | 127 | 0 | 0 | 127 | 188 | 188 | 15 | 61 | 61 |
| | | | | | | | 39 | 22 | |
| | 0 | | 0 | A | SAUMUREAU | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | SAUVADE | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 3 | | 0 | P | SAUVEZ | Collectivités territoriales | | BOUJOT | CEDELLE |
| 1 | 2 | | 0 | P | SIMARD | Usagers | | LE FAOU | |
| 1 | 1 | | 0 | P | SOUBOUROU | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | PV | STRZODA | Etat et établissements publics | | | NAVEZ |
| 1 | 2 | | 0 | P | TAUFFLIEB | Usagers | | VIAUD | BONNET |
| | 0 | | 0 | PV | THOMAZO | Collectivités territoriales | | | TROUVAT |
| | 0 | | 0 | PV | TIENGOU | Usagers | | | |
| 1 | 2 | | 0 | P | TROUVAT | Usagers | | TIENGOU | |
| 1 | 1 | | 0 | P | VALLEE | Usagers | | | |
| 1 | 2 | | 0 | R | VANLAER | Etat et établissements publics | M. BARTHELEMY | NOARS | |
| | 0 | | 0 | A | VENANT | Etat et établissements publics | ROUSSEL | | |
| 1 | 1 | | 0 | P | VENDROT | Usagers | | | |
| 1 | 1 | | 0 | P | VERMEULEN | Etat et établissements publics | | | |
| | 0 | | 0 | A | VERON | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | PV | VIAUD | Usagers | | | TAUFFLIEB |
| | 0 | | 0 | A | VIGIER | Usagers | | | |
| | 0 | | 0 | A | VIGNAL | Collectivités territoriales | | | |
| | 0 | | 0 | A | VIGUIE | Collectivités territoriales | | | |
| 1 | 3 | | 0 | R | VIROULAUD | Etat et établissements publics | Mme BERTRAND | CHALUS | COMET |
| 1 | 3 | | 0 | P | VOISIN | Usagers | | DE BOYSSON | FAUCONNIER |

Comité de bassin du jeudi 11 décembre 2014

| COLLEGE | NOM | PRÉNOM | HEURE DÉPART | DONNE POUVOIR A | ÉMARGEMENT |
|---------|------------|--------|--------------|-----------------|------------|
| CT | BARUET | J.F. | 12h30 | Mme AUCOUE | J. BARUET |
| CT | FRECHET. | | 12h30 | | |
| CT | Riannon | | 12h30 | M ROUSSAU | |
| F. | IAU | | 12h45 | | |
| CT. | ANTON | | 13h00 | ROUSKODE | |
| | BLACHON- | | 13h00 | PLISSIS | |
| | ZUFRESNOIS | | 13h00 | GAILLET/RÉMOU | |
| | Rombaud | | 13h00 | | |
| | Gandriaux | | 13h00 | SAILLARD | |
| | Roussel | | 14h15 | Allouche | |
| | Manceau. | | 14h30 | | |
| | D'AUX | | 14h30 | Roushude | |
| | Gimpelot | | 14h45 | | |
| | Dequet | | 15h- | Bellerin. | |
| | Saumureau | | 15h | | |

Comité de bassin du jeudi 11 décembre 2014

| COLLEGE | NOM | PRÉNOM | HEURE DÉPART | DONNE POUVOIR A | ÉMARGEMENT |
|---------|-------------|--------|--------------|-----------------|------------|
| | DENIS B | B. | 15h | Mousson | |
| | Ducand | / | 15h | / | |
| | coisne | / | 15h | / | |
| | Bortison | / | 15h | / | |
| | Viguié | / | 15h | / | |
| | Challet | / | 15h30 | / | / |
| | Fontaine | / | 15h30 | / | / |
| | Mucocay | / | " | / | / |
| | Latourat | / | " | / | / |
| | Longquere | / | " | / | / |
| | celter | / | " | / | / |
| | Bouchardsky | / | | / | / |
| | | | 15h45 | / | / |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |